



UNITED NATIONS
GUINÉE



RAPPORT ANNUEL 2022

PLAN CADRE DES NATIONS UNIES

D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT (PNUAD 2018-2023)

Guinée



TABLE DES MATIÈRES

1	AVANT-PROPOS	1
	L'ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES EN GUINÉE	3
	LES PRINCIPAUX PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT	4
	PRINCIPAUX AXES DE DÉVELOPPEMENT AU NIVEAU NATIONAL ET RÉGIONAL	5
2	APPUI DU SNU POUR LA RÉALISATION DES PRIORITÉS NATIONALES	7
2.1.	ANALYSE DES RÉSULTATS DU PNUAD	7
2.2	PRIORITÉS, RÉALISATIONS ET PRODUITS	8
2.3	APPUI AUX PARTENARIATS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME 2030	28
2.4	RÉSULTATS DES NATIONS UNIES, TRAVAILLANT PLUS ET MIEUX ENSEMBLE - COHÉRENCE, EFFICACITÉ ET EFFICIENCE DES NATIONS UNIES	34
2.5	ÉVALUATIONS ET LEÇONS TIRÉES	35
2.6	APERÇU FINANCIER ET MOBILISATION DES RESSOURCES	36
3	PRIORITÉS DE L'ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES POUR L'ANNÉE 2023	39

TA

AS

+6

Tikikel Tadel...

Aissatou Bill...



1 | AVANT-PROPOS



L'année 2022 marque l'avant-dernière année de mise en œuvre du Plan Cadre des Nations Unies d'Aide au Développement (PNUAD 2018-2022) et qui a été prorogé d'une année pour couvrir l'année 2023. À l'approche du lancement du nouveau processus programmatique des Nations Unies en Guinée, remplaçant le PNUAD par un cadre de coopération des Nations Unies (UNSDCF 2024-2028), ce rapport fait le bilan des principales réalisations de l'équipe pays des Nations Unies, unie dans l'action, pour répondre de manière conjointe aux multiples priorités nationales en matière de développement.

Les interventions du Système de Développement des Nations Unies en 2022 ont revêtu une importance capitale pour soutenir le pays et ont contribué à la réalisation de progrès significatifs dans divers domaines prioritaires des ODD, au lendemain des crises sanitaires et économiques engendrées par la pandémie de COVID-19 et les épidémies qui ont frappé la Guinée.

En ma qualité de Coordonnateur Résident des Nations Unies, à la tête d'une équipe qui représente 24 agences, fonds et programmes résidents et non résidents des Nations Unies, et avec le soutien d'une équipe de professionnels du Bureau de la Coordination, je suis satisfait de constater que l'expertise éprouvée des Nations Unies contribue directement aux stratégies nationales et à l'amélioration des conditions de vie de millions de Guinéens, en veillant à ce que personne ne soit laissé-pour-compte.

Face au changement fondamental du contexte politique du pays, marqué par la prise du pouvoir par les forces de défense et de sécurité le 5 septembre 2021, la famille des Nations Unies a réagi de manière rapide en déployant des outils d'adaptation essentiels, en renforçant le plaidoyer institutionnel et la communication stratégique, et en utilisant des leviers transformateurs innovants basés sur des perspectives futures, afin de fournir une assistance efficace sur le terrain dans toutes les régions et de soutenir l'ensemble de la population, en particulier les personnes les plus vulnérables.

Dans ce contexte, l'équipe pays a fait preuve d'une grande inspiration en élaborant une stratégie intégrée des Nations Unies en Guinée visant à soutenir la transition politique. Cette stratégie a permis d'établir un cadre d'interventions conjoint, articulé autour d'une vision commune : « À l'issue de la transition, la Guinée sera un État de droit doté d'institutions solides, crédibles et résilientes, garantissant le respect des droits de l'homme. Cela favorisera une transformation sociopolitique et économique inclusive, durable et au service de toutes les populations ».

C'est avec un grand enthousiasme que je vous présente le rapport annuel des résultats de l'ONU en Guinée pour l'année 2022. Ce rapport illustre la réponse conjointe et cohérente des Nations Unies face aux défis de développement auxquels le pays est confronté.



Le PNUAD joue un rôle essentiel dans la réalisation des ODD de l'agenda 2030. Ses performances sont concentrées sur les quatre axes prioritaires de la stratégie intégrée, à savoir :

- (1) la Gouvernance, réforme des institutions et droits de l'Homme ;
- (2) le Cadre macroéconomique et financier ;
- (3) les Services sociaux de base ; et
- (4) la Résilience et le relèvement socioéconomiques.

D'après les informations fournies, le montant total de financement pour l'année 2022 des Nations Unies s'élève à 77 millions USD, ce qui représente un taux d'exécution de 92 % des fonds disponibles pour cette période, sur un budget total prévisionnel de 92 millions USD.

La lecture de ce rapport permettra d'apprécier la qualité des interventions du Système de Développement des Nations Unies en soutien au gouvernement guinéen et en faveur des populations guinéennes. En 2022, l'équipe pays des Nations Unies en Guinée a réussi à mettre en œuvre des activités programmatiques et opérationnelles

cohérentes, efficaces et efficaces pour atteindre les quatre résultats clés du PNUAD.

Pour ce faire, la mobilisation remarquable de tous les partenaires au développement, en premier ordre, le gouvernement guinéen, le peuple à travers la société civile et les partenaires techniques et financiers a joué un rôle fondamental. La collaboration avec le ministère du Plan et de la Coopération internationale, en tant que vis-à-vis des Nations Unies, ainsi que tous les départements sectoriels d'exécution des programmes, a contribué à renforcer la capacité de l'équipe pays à travailler ensemble dans l'esprit de la réforme de l'ONU et veiller à ce que personne ne soit laissé de côté.

L'équipe pays des Nations Unies en Guinée remercie tous ses partenaires et s'engage à poursuivre ses efforts en 2023, pour contribuer au développement de la Guinée, soutenir les dialogues sociopolitiques garantissant la paix, le respect des droits humains et la prise en compte du genre, y compris les personnes les plus vulnérables. Ces efforts seront portés par la qualité du plaidoyer et des partenariats, les capacités à mobiliser les ressources et la flexibilité pour l'adoption d'une approche fondée sur l'innovation.

Docteur Gualbert GBEHOUNOU,
Coordonnateur Résident a.i des Nations Unies



L'ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES EN GUINÉE

L'équipe pays des Nations Unies en Guinée est composée de l'ensemble des chefs d'agences, fonds et programmes des Nations Unies qui opèrent dans le pays. Au total, 24 entités, dont 20 résidentes et 4 non-résidentes travaillent en collaboration pour mettre en œuvre le PNUAD. Parmi ces entités, on note la participation des institutions financières internationales, telles que la Banque Mondiale et le Fonds monétaire international.

LES AGENCES, FONDS ET PROGRAMMES RÉSIDENTS



INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES (RÉSIDENTES)

GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE



BANQUE MONDIALE



AGENCES NON RÉSIDENTES



La famille des Nations Unies en Guinée travaille en étroite collaboration avec le Gouvernement et les partenaires pour mettre en œuvre ses interventions en faveur du développement durable, en se concentrant sur les cinq leviers des Objectifs de développement durable (ODD), à savoir la population, la prospérité, la planète, le partenariat et la paix.

LES PRINCIPAUX PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT

Le travail de l'équipe pays des Nations Unies en République de Guinée est soutenu par plusieurs partenaires de développement clés dont le gouvernement guinéen, les institutions financières internationales, les pays donateurs, les agences de développement, les organisations de la société civile, les organisations non gouvernementales, le secteur privé, les autres institutions du secteur public, les universités, les médias et le peuple de Guinée.

Ces partenaires jouent un rôle important pour permettre aux Nations Unies d'offrir son expertise visant à soutenir le travail du Gouvernement et faire face, ensemble, aux divers défis de développement dans un contexte marqué par la pandémie de COVID-19, les épidémies, la guerre d'Ukraine et la transition politique.

Le Système des Nations Unies (SNU) se réjouit

des efforts déployés pour renforcer la coordination entre les Partenaires techniques et financiers (PTF), contribuer au dialogue de haut niveau avec le gouvernement et assurer l'articulation de leurs réflexions et interventions avec celles du Cadre de concertation et de coordination (CCC), sous la tutelle du ministère du Plan et de la Coopération internationale.

Ces efforts de coordination ont aussi porté sur le renforcement des initiatives régionales et transfrontalières dans le but d'améliorer la collaboration dans l'espace CEDEAO, des pays MRU (Mano River Union) et ceux qui sont couverts par la stratégie du Sahel (UNISS).

L'équipe pays des Nations Unies remercie tous ses partenaires de mise en œuvre, nationaux et internationaux, qui aident efficacement à faire progresser l'Agenda 2030 en République de Guinée.

LISTE DES PRINCIPAUX PARTENAIRES

Principaux partenaires bilatéraux



Principaux partenaires multilatéraux et fonds spéciaux



PRINCIPAUX AXES DE DÉVELOPPEMENT AU NIVEAU NATIONAL ET RÉGIONAL

1- AXES DE DÉVELOPPEMENT

Les interventions de l'équipe pays des Nations Unies, durant l'année 2022, ont été guidées par la stratégie du Système de Développement des Nations Unies en appui à la transition, élaborée et mise en œuvre à travers des plans de travail conjoints bâtis autour des quatre effets du PNUAD et alignés sur les 5 axes prioritaires du Programme de référence intérimaire (PRI).

En effet, le processus de programmation des Nations Unies en 2022 a dû s'adapter au contexte politique en Guinée, marqué par les événements du 5 septembre 2021. Ces événements ont entraîné la prise du pouvoir par l'armée et la destitution de l'ancien président Alpha Condé et de son gouvernement. La communauté internationale a condamné le coup d'État, et le pays est entré dans une période de transition. Pendant cette période, une Charte de la transition a été promulguée, suivie de l'investiture du Président de la transition, le Colonel Mamadi Doumbouya, ainsi que la mise en place d'un gouvernement de transition civil et d'un Conseil National de la Transition (CNT).

Dans un effort de retour à l'ordre constitutionnel, les autorités de la transition ont clairement manifesté leur souhait d'être accompagnées par la communauté internationale et notamment les divers partenaires techniques, financiers et le SNU dont le mandat d'appui à la réalisation des ODD, se matérialise à travers les opérations conjointes et cohérentes de l'équipe pays.

Dans ce cadre, le plan de travail des Nations Unies s'est basé sur des approches intégrées, innovantes

et transformatrices, y compris les perspectives, sur des partenariats forts et variés, prenant en compte les dynamiques sous-régionales et transfrontalières. Les approches basées sur les droits de l'Homme, le Genre, la protection des femmes et des enfants ont été promues et renforcées dans la mise en œuvre des projets et interventions du SNU, durant l'année 2022. Ainsi, l'équipe pays a identifié quatre axes prioritaires pour la stratégie d'appui à la transition, à savoir :

- Gouvernance, réforme des institutions et droits de l'homme ;
- Cadre macroéconomique et financier ;
- Services sociaux de base ;
- Résilience et relèvement socioéconomique.

Par ailleurs, l'année 2022 a été aussi marquée par de profondes divergences entre les acteurs politiques et le pouvoir militaire qui s'est articulé autour du calendrier de la transition, puis d'un dialogue inclusif avec toutes les parties prenantes. Elle a été également caractérisée par des relations tendues entre la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le pouvoir guinéen notamment sur la durée, le programme de la transition militaire en Guinée et la conduite du dialogue inclusif.

Quelques manifestations sociales, notamment à Conakry, ont enregistré des violences et des décès, de nombreux blessés et d'importants dégâts matériels selon les communications officielles des autorités, des partis politiques et de la société civile.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE





16 PAIX, JUSTICE
ET INSTITUTIONS
EFFICACES



16 PAIX, JUSTICE
ET INSTITUTIONS
EFFICACES



2 | APPUI DU SNU POUR LA RÉALISATION DES PRIORITÉS NATIONALES

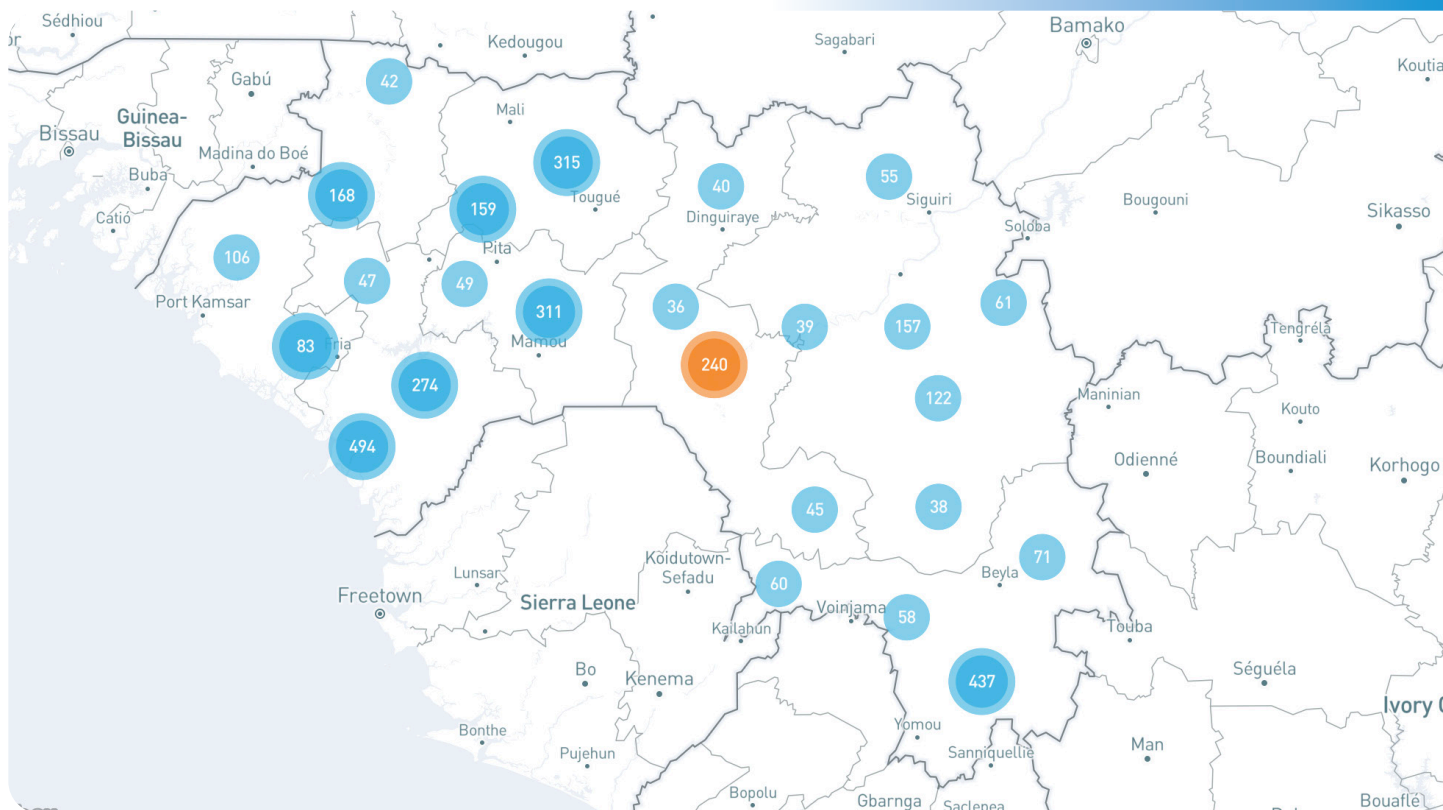
2.1. ANALYSE DES RÉSULTATS DU PNUAD

Le Système des Nations Unies en République de Guinée, représenté par le Coordonnateur Résident des Nations Unies, et le gouvernement guinéen, représenté par le ministre des Affaires Étrangères, de la Coopération Internationale et de l'Intégration Africaine, ont signé le Plan de Travail Conjoint des Nations Unies 2022, pour garantir une mise en œuvre conjointe et cohérente des agences, fonds et programmes résidents et non résidents de l'ONU, et pour répondre, unis dans l'action, aux priorités et stratégies de développement national du gouvernement telles qu'établies par le Programme de Référence Intérimaire et aux progrès vers la réalisation de l'Agenda 2030 et des 17 ODD.

En 2022, les interventions prioritaires du SNU en Guinée ont concerné l'ensemble du territoire national. Ces activités ont été mises en œuvre, sous le leadership de l'équipe pays et en étroite collaboration avec le gouvernement, les organisations de la société civile et le secteur privé. Cette contribution en appui aux efforts du gouvernement a été facilitée par les différents mécanismes de coordination du PNUAD.

Ce rapport fait état des progrès accomplis dans la mise en œuvre du PNUAD en 2022, en rapportant directement sur les résultats et les produits.

Cartographie des interventions du SNU en 2022



Carte de 2022, source : UNINFO

2.2. PRIORITÉS, RÉALISATIONS ET PRODUITS

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 : PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'appui des Nations Unies dans le domaine de la Gouvernance a été principalement axé sur le renforcement des capacités juridiques, institutionnelles et stratégiques de plusieurs départements et services décentralisés de l'État. Des interventions considérables ont été déployées sur le terrain pour améliorer le cadre légal et réglementaire, le système de santé, la chaîne pénale, la sécurité humaine et environnementale, et la sécurité transfrontalière.

Aussi, en matière de participation citoyenne, de nombreuses initiatives ont été supportées par

l'équipe pays, à l'image de la mise en place d'un caucus des femmes au Conseil National de la Transition. Grâce à un plaidoyer soutenu, le SNU a contribué au renforcement du dialogue social, de la Gouvernance locale et de la sécurité au travail.

Il convient d'évoquer, en outre, l'appui à l'Institut National de la Statistique ayant permis de mettre en exergue les forces et les faiblesses du système statistique national, notamment en matière de collecte de données, de traitement, d'analyse et de diffusion y compris les données portant sur les plus vulnérables



Effet 1 : D'ici à 2023, les institutions nationales à tous les niveaux (central, décentralisé et déconcentré), assurent et garantissent de manière inclusive l'État de droit, la démocratie, la sécurité, la paix sociale et une gouvernance institutionnelle performante conformément aux principes des droits de l'homme.

« RÉSISTER A LA STIGMATISATION COMMUNAUTAIRE FACE AU VIOL »

Cette action d'envergure nationale a été lancée dans la préfecture de Beyla, en mai 2022, dans le but ultime d'apporter une réponse multisectorielle au fléau du viol en Guinée

L'imam Abou Touré, veuf respecté de la commune urbaine de Beyla, a vu sa vie basculer lorsque sa fille, Mawa Touré, âgée de seulement 13 ans et atteinte de surdité et de mutisme, a été victime d'un viol commis par un jeune homme de 32 ans. Malheureusement, au lieu de recevoir le soutien et la solidarité de leur communauté, l'imam et sa fille ont été cruellement stigmatisés, critiqués et rejetés.

Pendant plusieurs mois, l'imam Abou et sa famille ont dû faire face à l'isolement le plus complet. Même les moyens de transports publics leur étaient refusés. Dans ces moments de détresse, l'imam Abou a dû parcourir des centaines de kilomètres à pied pour subvenir aux besoins alimentaires de sa famille.

En mai 2022, neuf mois après le cruel viol, Abou Touré a saisi une opportunité pour enfin trouver un début de justice. Grâce à l'initiative conjointe du SNU et du ministère de la Justice et des droits de l'Homme, avec le soutien de l'appareil judiciaire, des audiences foraines ont été organisées. Malgré les obstacles, les pressions et les tentatives de dissuasion, l'imam a tenu bon et a apporté un soutien indéfectible à sa fille.

Finalement, grâce à l'engagement direct d'ONU Droits de l'Homme, la justice a été rendue lors de l'audience foraine.

Avec le recul, l'imam explique dans un récent témoignage, à l'occasion de la journée sur la masculinité positive organisée pour la première fois en Guinée par les Nations Unies, à l'occasion des 16 jours d'activisme : « *Cet isolement que j'ai subi a énormément joué sur mon mental. Je me sentais comme mort ; puis une équipe de l'ONU Droits de l'Homme est venue à ma rencontre pour échanger avec moi et me venir en aide pour les soins de ma fille et le traitement du dossier à la justice lors des audiences foraines. Je me suis senti comme ressuscité d'entre les morts...* ».

Ces audiences foraines ont abouti à la condamnation de l'auteur du viol, à une réclusion criminelle de 10 ans et le paiement des dommages et intérêts à hauteur de 50 millions de GNF. Pour l'imam, le fait de rendre justice à sa fille et redonner la dignité est ce qui compte le plus.



En effet, le soutien aux victimes et la lutte contre l'impunité sont au cœur des actions conjointes conduites par le SNU en Guinée, sous le leadership du Coordonnateur Résident, en vue d'appuyer le gouvernement dans la lutte contre le viol. C'est une initiative forte soutenue par le Bureau ONU-Droits de l'Homme en Guinée (ONU DH), le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) et le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF).

Dans les régions forestières et de la haute Guinée, les audiences foraines, couplées avec l'accompagnement des victimes, ainsi que la prise en charge holistique des cas de viol, vont se poursuivre dans plusieurs préfectures, comme Yomou, Lola, Nzérékoré et de Siguiri durant les mois de mai et juin.

Produit 1.1 : Les institutions nationales en charge de la sécurité, la justice, l'administration publique et des élections ainsi que les organisations de la société civile disposent des capacités nécessaires pour élaborer et mettre en œuvre les politiques et stratégies y compris celles relatives aux réformes



L'appui du SNU a porté sur le renforcement de capacités de 216 institutions nationales pour disposer des capacités en formulation, suivi et évaluation des politiques, programmes et projets. Dans la même dynamique, 224 organisations de la société civile ont été formées sur les mêmes outils, en plus de l'évaluation des politiques publiques.

Également, au moins 84 documents stratégiques intégrant les droits de l'homme et l'égalité du genre et de l'environnement ont été soit élaborés, soit révisés avec la contribution des agences. Ces documents concernent des domaines variés parmi lesquels la justice, la migration, la santé, le VIH/SIDA, la réforme de la sécurité, la sécurité alimentaire, les changements climatiques, la gestion des ressources naturelles et l'employabilité des jeunes.

Aussi, l'appui complémentaire des Nations Unies a concerné 63 lois et textes d'applications qui intègrent les droits de l'homme et l'égalité du genre.

En matière de renforcement de capacités, il s'avère important de mentionner la formation de 28 institutions des Bureaux de Stratégies et Développement et de l'Institut National des Statistiques sur la planification stratégique basée sur les droits de l'homme et la gestion axée sur les résultats.

65 conseillers nationaux dont 25 femmes et 50 cadres de l'administration parlementaire dont 5 femmes ont été directement appuyés sur les mécanismes de prise en compte des droits

de l'homme et du genre dans le travail parlementaire suivi de l'appui à la mise en place et l'opérationnalisation du Caucus des femmes du CNT en Guinée. 750 militaires du Bataillon « Gangan 8 » ont été renforcés en matière de droits de l'homme, du DIH et de lutte contre les VBG pour faciliter leur déploiement à la MINUSMA.

Pour obtenir des résultats tangibles autour de cette priorité centrale, le SNU a organisé plusieurs journées de plaidoyer qui ont mobilisé plusieurs milliers de participants sur la migration irrégulière, la promotion des opportunités locales, l'amélioration des conditions de détention, « la Masculinité Positive » pour mettre fin aux violences contre les femmes et les filles, le suivi des recommandations des mécanismes internationaux des droits de l'homme (EPU

et Comité des droits de l'homme). Les appuis institutionnels portant sur la lutte contre l'impunité, à travers la répression des crimes de viol, ont conduit à l'organisation de 8 procès, dont les procès emblématiques de M'Mah Sylla (victime de viol collectif), et des événements du 28 septembre 2009. Aussi, sur le volet concernant le dialogue social, la mise en route du Conseil national du dialogue social (CNDS) a été soutenue.

En matière de sécurité transfrontalière, les initiatives portant sur la formation de 15 télépilotes de drones en faveur des Forces de défenses et de sécurité, la construction et la réhabilitation de 03 postes-frontière à Kankan et Faranah, la mise en mise d'un centre d'analyse de données sur la migration au sein de la direction de la police des airs et des frontières, ont été fondamentales et innovantes.

Les zones transfrontalières Sierra Leone-Libéria-Guinée et Guinée, Liberia, Sierra Leone, Guinée-Bissau et Sénégal ont fait l'objet d'appuis contribuant à la sécurité et le renforcement de la confiance, contribuant à l'organisation de patrouille conjointe et facilitant la communication. Dans le même élan, le cadre de collaboration et de coordination transfrontalière dans la prévention, la détection et la réponse aux épidémies entre les autorités de la Guinée, du Liberia et la Sierra Leone a été renforcé et fait l'objet d'un mémorandum consensuel qui a été signé à Guéckédou le 1er juillet 2022 entre les trois États.

Produit 1.2 : Les populations, notamment les femmes et les jeunes disposent davantage de capacités pour assurer leur participation citoyenne, la cohésion sociale, la sécurité et l'accès équitable à la justice

Dans un contexte marqué par une transition politique, les interventions des Nations Unies accordent une place de premier ordre au rôle constructif des populations, principalement les jeunes et les femmes, pour construire une démocratie inclusive à même de renforcer de la consolidation de la paix et la cohésion sociale.

Dans cette optique, 74 organisations de la société civile ont bénéficié de renforcement des capacités sur les techniques de contrôle citoyen et 158 autres organisations ont été appuyées pour la conduite d'activités d'éducation civique, en vue de l'amélioration de la participation citoyenne aux élections.

20 ONG ont été appuyées sur les techniques de plaidoyer et sensibilisées sur leur rôle dans la conduite d'une transition inclusive et pacifique et d'un processus de réconciliation nationale.

Également dans la perspective de soutenir la participation des jeunes et des femmes dans les instances de prise de décision, le SNU avait initialement ciblé d'agir pour l'amélioration du taux de 22 % des femmes et de 4 % de jeunes au Parlement. Avec l'avènement de la transition, il est à constater que chacune de ces cibles représente au moins ¼ des membres du Gouvernement, du CNT et du Gouvernorat.

L'appui des Nations Unies, sous le leadership de la Coordination, pour la mise en place du chapitre national du réseau des femmes leaders africaines (AWLN) a été une distinction notable. Cette plateforme fédératrice pour la participation politique, le leadership des jeunes filles, l'inclusion financière, la mobilisation sociale, la promotion de la paix et l'autonomisation des femmes rurales devient une instance clé dans l'espace de la société civile guinéenne. Ainsi, 52 femmes leaders des organisations la société civile ont bénéficié de renforcement de capacités techniques dans les domaines du genre et du Leadership transformationnel.

Sur le terrain, 80 000 personnes dont 10 352 femmes ont été touchées par les sensibilisations sur la migration irrégulière et les alternatives existantes, y compris les dangers de la stigmatisation des migrants, le radicalisme et l'extrémisme violent, les VBG à travers les radios et les médias sociaux. Aussi, 60 agents de l'Office de Protection du Genre et des Mœurs (OPROGEM) et ceux de la Brigade



spéciale de protection des personnes vulnérables (BSPPV) sont formés à l'identification des victimes de traite humaine et de VBG dans les zones frontalières

Autour du procès du 28 septembre, des ateliers de renforcement des capacités ont été organisés à l'intention des Magistrats sur les règles et principes du procès pénal et les garanties d'un procès juste et équitable, et la réalisation d'un monitoring a été instaurée.

Par ailleurs, il est important de mentionner que la réduction des conflits et l'amélioration de la cohabitation entre certaines communautés à travers la mise en place d'un dispositif opérationnel d'alerte précoce et de réponse rapide aux conflits « SAP » a été assurée, avec la résolution de 75,3 % de conflits identifiés. De même, des mécanismes et outils de gestion pacifique des conflits (Transhumance Tracking Tools-TTT) entre les communautés transfrontalières (Guinée-Sierra Leone et Guinée-Côte d'Ivoire) notamment les éleveurs et agriculteurs ont été déployés.

Il est important de souligner également la diffusion de plusieurs émissions portant sur la cohésion sociale, la lutte contre la migration et les violences basées sur le genre dans la région du Bec du Perroquet. Ces émissions ont joué un rôle essentiel en atteignant un public cible de plus de 200 000 auditeurs, soit une augmentation significative par rapport aux 125 000 auditeurs des années précédentes.

Produit 1.3 : Le système statistique national dispose des capacités pour produire et diffuser des données fiables actualisées et désagrégées.



Le programme de financement des ODD appelé « SDG Financing » du SNU a permis d'appuyer directement l'INS pour faire une étude diagnostique de la stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS) pour la période 2016-2020.

Les forces et les faiblesses du système statistique national, notamment en matière de collecte de données, de traitement, d'analyse et de diffusion y compris les données portant sur les plus vulnérables, ont été mises en exergue. Sur cette base, le SNU a soutenu le processus pour finaliser et opérationnaliser la SNDS pour la période 2021-2025.

Durant l'année 2022, l'appui conjoint des Nations Unies s'est distingué par des résultats clés permettant à l'INS de conduire 46 opérations de collecte de données, de créer 17 bases de données nationales sensibles au genre et régionales disponibles, de former 458 cadres nationaux en collecte et analyse des données et d'élaborer 28 annuaires statistiques et de bulletins produits et diffusés.

Au-delà de l'INS, l'accès et l'utilisation des données statistiques ont été améliorés dans d'autres domaines majeurs, à savoir :

- La réalisation d'une étude sur le cadre juridique et institutionnel de la gouvernance foncière et d'une étude diagnostique de la SNDS pour la période 2016-2020 ;

- La collecte des données sur les indicateurs de la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour le cadre harmonisé et une enquête sur l'Index de fonctionnalité des marchés (MFI) ;

- Les capacités opérationnelles de la Direction Centrale de la Police des Ais et Frontières (DCPAF) ont été renforcées dans l'analyse des données des flux migratoires ;

- 35 agents de l'État et points focaux de l'Observatoire Guinéen des migrations (OGM), en charge de la gestion des données dans les différents départements ministériels et structures non étatiques ont été formés ;

- La cellule Système d'Information géographique de la Direction de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme (DATU) a été appuyée pour favoriser leur familiarisation au montage de questionnaires sur « KoboToolBox », aux différentes méthodes d'échantillonnage et de techniques d'enquête ;

- Dans le cadre du suivi des indicateurs de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le SNU a contribué à la mise à jour du Cadre Harmonisé. Ce qui a permis de savoir le niveau de vulnérabilité du pays en situation courante et projetée ;

- Un système de Suivi et Évaluation standard aligné sur les ODD a été élaboré pour un alignement de la mise en œuvre des PDL/PAI sur les ODD.

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 : SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE ET GESTION DURABLE DE L'ENVIRONNEMENT

Ce deuxième résultat stratégique du PNUAD vise l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la gestion durable de l'environnement.

Les contributions conjointes du SNU en 2022 ont permis de déployer des interventions qui favorisent la promotion et la mise en œuvre de politiques et programmes qui améliorent la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la gestion durable de l'environnement et la résilience des populations aux changements climatiques et aux risques des catastrophes.

L'appui aux chaînes de valeurs diverses (apiculture, riziculture avec l'introduction de nouvelles variétés rapides, les maraîchers), y compris l'accès au marché des producteurs locaux et le soutien aux groupements avicoles, a été un volet clé. Des interventions considérables ont été déployées

pour appuyer tout le système agricole avec des répercussions directes sur les acteurs de l'élevage et de la pêche.

Par ailleurs, dans le cadre de l'approche One Health, la lutte contre les maladies zoonotiques se poursuit, y compris la fourniture de 1300 doses de vaccin contre la rage et 4 000 000 doses de vaccin contre la peste des petits ruminants.

En ce qui concerne la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles, une attention particulière a été accordée aux outils de planification et aux mécanismes de financement visant à soutenir la réhabilitation des écosystèmes, la promotion des énergies renouvelables et la mise en place de systèmes d'alerte précoce dans les régions.



Effet 2 : D'ici à 2023, les institutions nationales, la société civile et le secteur privé mettent en œuvre de manière inclusive, des politiques et programmes qui améliorent la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la gestion durable de l'environnement et la résilience des populations aux changements climatiques et aux risques des catastrophes.

LES COMMUNAUTÉS DE FIRADOU SORTENT DE L'OBSCURITÉ, GRÂCE AUX ÉNERGIES RENOUVELABLES

Autrefois plongé dans l'obscurité, le district de Firadou, situé dans la préfecture de Kissidougou, bénéficie désormais d'un accès à l'électricité, 24 heures sur 24, grâce à la construction d'un pico barrage hydroélectrique.



Les 1115 résidents du district de Firadou, dont 740 femmes et filles, ont bénéficié d'appuis contribuant à l'amélioration de leurs conditions de vie grâce à l'accès à l'électricité. Le pico barrage, mis en place par les Nations Unies sous la coordination du Programme des Nations Unies pour le Développement, fournit de l'électricité à 73 foyers abritant 500 personnes.

L'électrification de ce district a engendré une multiplication des opportunités de création d'activités génératrices de revenus, en particulier pour les femmes. Un exemple concret tel que l'établissement d'un étang piscicole par les résidents, qui utilise la retenue d'eau du mini-barrage, ainsi qu'un forage connecté au pico-barrage pour fournir de l'eau potable à l'ensemble du village.

Angeline Millimono, une résidente locale, s'est dotée, elle, d'un réfrigérateur pour se lancer dans l'activité commerciale de jus de fruits.

« Avec l'électrification de notre village, j'ai trouvé un congélateur pour lancer un petit business. Grâce à la vente des jus de fruits et autres boissons fraîches, j'arrive à prendre soin de ma famille et

à payer la scolarité de mes enfants. C'est la première fois que nous avons de l'électricité dans tout le village. C'est vraiment une bénédiction pour nous, et même les villages environnants nous envient aujourd'hui », témoigne-t-elle avec gratitude envers les Nations Unies.

Cet accompagnement au Gouvernement pour l'électrification de Firadou s'élève à un montant de 250 000 USD. La production de la mini centrale est passée de 30 à 34 Kva, avec un appui complémentaire pour alimenter tout le district en courant électrique de 220 volts.

Pour assurer la gestion de cet ouvrage, un comité local a été mis en place. Il se charge de la collecte du tarif forfaitaire mensuel de 3000 GNF par ampoule et 5000 GNF par prise. Tous

les bénéficiaires sont satisfaits et le Comité de gestion n'a enregistré aucun défaut de paiement. L'électrification de ce district a changé positivement la vie des populations, notamment pour les femmes et les jeunes. Les établissements publics, tels que l'école de Firadou, créée en 1961, l'Église Catholique et le Poste de Santé, sont alimentés en électricité et enregistrent une amélioration des services.

En 2022, les appuis conjoints des Nations Unies en Guinée ont permis à 42 378 ménages d'accéder aux énergies renouvelables.



Produit 2.1 : Des programmes de développement des filières productives et de promotion des chaînes de valeur pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont élaborés et mis en œuvre.

Le SNU a obtenu des résultats importants dans le cadre de son appui concernant la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Les initiatives portant sur l'autonomisation des femmes rurales ont bénéficié à douze (12) groupements féminins, composés de 232 membres. 12 motopompes avec les kits complets, 79 rouleaux de paille plastiques couvrant 4,5 ha ont été fournis.

Dans le but de réduire les importations et d'améliorer l'autosuffisance alimentaire, le SNU a développé un projet pilote innovant, intitulé « Village Faim Zéro » dans les localités de Nzérékoré, Kissidougou, Faranah, Labé, Boké, Kankan et Kérouané. Ce projet vise à utiliser une variété de semence de riz à haut rendement et à cycle court, de la variété Tongil Rice G. Grâce à l'expérimentation, un rendement moyen de 4 tonnes par hectare a été obtenu, soit plus de deux fois et demie le rendement des variétés locales, qui s'établit à 1,5 tonne par hectare.

En réponse à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables pendant la période de soudure, le SNU a apporté une assistance alimentaire d'urgence par la distribution du cash d'une valeur de 973 143 USD à 44 292 bénéficiaires dans 8 859 ménages (dont 2 494 dirigés par des femmes) dans les préfectures de Siguiri, Nzérékoré, Guéckédou, Kankan, Labé et Boké. 236 tonnes d'aliments composés de riz net étuvé, de légumes, du sel, de l'huile et du poisson ont été livrées directement en faveur de 61 écoles au profit de 8 372 élèves dont 4 102 filles, dans la région de Nzérékoré. Le montant total de cet appui est de 195 248 USD.

93 ha de périmètres rizicoles ont été exploités et 24 puits maraîchers améliorés ont été aménagés au profit de différents groupes d'acteurs, regroupant 278 femmes (35 %) et 332 jeunes (42 %). 40 ruches kenyanes octroyées en Moyenne Guinée ont permis de produire 3 885 litres de miel avec un total de vente évalué à 9 584 USD, soit un bénéfice après-vente de 3 344 USD. Le SNU a apporté un appui financier de 363 088 USD, au profit de 299 groupements dans 2 351 ménages ciblés, soit 11 755 bénéficiaires, dont 5760 femmes dans les 7 régions administratives de la Guinée. Dans la même optique, en plus de la formation de 72 agents du Ministère de la Pêche et de l'Économie Maritime, du matériel de pêche composé de 150



filets de pêche de 8 mm et 75 cases à poissons, a été donné à un groupement de pêcheurs.

Afin d'améliorer la production animale et la gestion des maladies zoonotiques, le SNU a appuyé le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage et la Plateforme Nationale One Health (NOHP), à travers la fourniture de 1300 doses de vaccin contre la rage et 4 000 000 doses de vaccin contre la peste des petits ruminants. Des appuis directs ont été apportés à 129 fermiers, 20 agents de terrain, sans oublier l'amélioration des compétences sur le Codex en Guinée.

Bien que les défis soient encore importants, en 2022 une progression relative est à mentionner autour de plusieurs indicateurs nationaux clés, à savoir notamment : la proportion de la population ayant accès à des modes d'évacuation sains des ordures qui est de 47,40 %, la superficie d'écosystèmes protégés, réhabilités en réponse aux risques climatiques forestiers reboisés et mis en défens aux risques climatiques a atteint 3664 ha. Aussi, 19 % de la population dans les communautés ciblées font état de l'amélioration de la résilience de leur ménage.

Produit 2.2 : Les outils de planification et les mécanismes de financement de la gestion durable de l'environnement, des ressources naturelles et du cadre de vie sont révisés/ élaborés et utilisés pour prendre en compte les risques climatiques et de catastrophes



Les interventions du SNU autour de ce pilier se sont reposées sur une approche innovante combinant un appui direct aux acteurs institutionnels et la mise en œuvre d'activités en faveur des communautés, contribuant à l'amélioration du climat et au développement local, la réhabilitation des écosystèmes, la promotion des énergies renouvelables, y compris la mise en place et l'amélioration du système d'information climatique.

Ainsi, en 2022, l'intégration des pratiques de résilience et d'adaptation dans les plans de développement local concerne 113 communes. Cette année, 15 Communes rurales ont été soutenues et disposent de plans de développement locaux (PDL) actualisés avec une prise en compte des dimensions du changement climatique et de la gestion des risques et catastrophes.

Dans le cadre de la création d'une ceinture verte et l'augmentation de la séquestration du Carbone dans le paysage du Bafing Falémé, 2 908 ha de berge, de têtes de source des rivières, de forêts dégradées autour des villages et des forêts classées sont protégés et restaurés à travers la mise en défens, la régénération naturelle assistée.

On ne peut omettre l'introduction de 405 plants d'arbres fruitiers greffés dans les parcs à bois et les vergers aménagés au niveau des 3 périmètres écologiques et l'octroi de 18 855 plants d'arbres fruitiers à 3 900 femmes dans 13 sous bassins versants en Haute et Moyenne Guinée contribuant à la restauration de la couverture végétale et l'amélioration des conditions de vie des femmes dans le domaine de l'agroforesterie. En plus (66) formateurs des services techniques (ministère de l'Environnement, SERPROCA) de 15 préfectures ont été outillés sur les techniques d'aménagement durable de sous bassin versant et résilience, 4,5 hectares de têtes de sources ont été reboisées, et deux parcs agroforestiers de 2 381 arbres ont été créés sur une superficie de 2 ha.

La mise en place avec l'appui du SNU d'un système d'information climatique et d'alertes précoces opérationnel est à saluer, en raison de l'installation et l'opérationnalisation de vingt-six (26) stations automatiques (9 synoptiques standards, 12 climatologiques et 5 agro météorologiques), d'une station maritime et d'une station aérologique à Conakry (aéroport, centre aérologique, port autonome) et dans les chefs-lieux de Préfectures.

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3 : ACCÈS AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE DE QUALITÉ

Ce troisième résultat stratégique sur les services sociaux de base a enregistré la réalisation d'un éventail d'appuis transformateurs en faveur des personnes les plus vulnérables, conformément au principe des Nations Unies de « ne laisser personne de côté », y compris en situation d'urgence.

D'une part, les enjeux concernant la santé de la reproduction, la santé maternelle et infantile, la vaccination, le dépistage et la prise en charge des cas de VIH-SIDA/TB et paludisme, la prévention et la prise en charge de la malnutrition ont fait l'objet d'un paquet d'activités de grande envergure.

Dans la même dynamique, d'autre part, les contraintes liées à l'accès à l'eau, à un assainissement sécurisé, à une éducation de qualité pour les enfants et la couverture sociale ont été adressées en recourant à des outils innovants. Dans ce cadre, l'équipe pays a mis à profit les sommets sur le système alimentaire et la transformation de l'éducation pour faire de ce pilier un levier stratégique à même de contribuer à l'obtention de résultats considérables dans toutes les régions.



Effet 3 : D'ici à 2023, les populations notamment les plus vulnérables ont un accès accru et équitable et utilisent les services sociaux de base de qualité.

FATOUMATA, AU SERVICE DE LA SANTÉ DES ENFANTS DE SA COMMUNAUTÉ



En coordination avec le gouvernement guinéen et avec le soutien du gouvernement japonais, le SNU poursuit ses efforts dans la lutte contre la COVID-19, en impliquant les mobilisateurs sociaux. À Conakry et Nzérékoré, ces acteurs jouent un rôle essentiel dans la surveillance à base communautaire en se rendant auprès des familles pour sensibiliser aux maladies à potentiel épidémique, y compris la COVID-19. Ils contribuent également à la détection des cas et à leur signalement en étroite collaboration avec les agents de santé.

Fatoumata est une maman comblée de deux enfants : Fodé, âgé de 3 ans, et Fatoumata, âgée d'un an. Depuis trois ans, elle occupe le rôle de mobilisatrice sociale et est affiliée à l'aire de santé de Tombolia, dans la commune de Matoto à Conakry. Le personnel du centre de santé a remarqué Fatoumata lorsqu'elle était enceinte de son premier enfant, car elle a fait une forte impression sur l'équipe. Non seulement elle a assisté à tous ses rendez-vous de suivi prénatal et postnatal, mais elle a également respecté scrupuleusement le calendrier de vaccination de son nouveau-né.

Dans la salle d'attente, Fatoumata ne manquait jamais de fournir des conseils et des orientations aux femmes enceintes et aux mères qui allaitent. Son dévouement et ses connaissances ont été remarqués par le chef du centre, qui a vu en elle un atout précieux pour relayer les messages clés en matière de santé auprès des enfants et des femmes du quartier. Ainsi, il lui a proposé de

devenir mobilisatrice sociale.

« J'ai accepté avec joie d'être mobilisatrice sociale ; c'est quelque chose que je fais naturellement. Je connais toutes les femmes du quartier. Lorsque j'ai réalisé que de nombreux enfants ne bénéficiaient pas des vaccins nécessaires pour prévenir les maladies telles que la polio ou la rougeole alors qu'ils sont disponibles dans le centre de santé, j'ai su que je devais contribuer à faire changer les choses, c'était ma mission » confie Fatoumata.

Lors de la pandémie de COVID-19 et l'arrivée des vaccins au centre de santé, Fatoumata, infatigable, a

parcouru de nombreux kilomètres pour atteindre les concessions les plus éloignées pour sensibiliser les familles à la vaccination. *« Pour convaincre les communautés, je sors toujours ma propre carte de vaccination et je leur parle de mon expérience. Comme je connais tout le monde et qu'il y a de la confiance entre nous, beaucoup se montrent ouverts et vont au centre pour se faire vacciner »*. Souriante, Fatoumata reconnaît néanmoins plusieurs difficultés dans l'accomplissement de son travail : *« Je suis une maman de 2 enfants en bas âge, donc j'ai déjà beaucoup de travail avec eux. De plus, l'aire de santé est très vaste, donc je fais parfois de longs déplacements à pied ; et pour faire le suivi, il faut forcément revenir plus d'une fois voir les mêmes personnes »*.

Dans le cadre du projet intitulé « Mise en place d'une réponse multisectorielle rapide, efficace et durable face à la COVID-19 et aux épidémies potentielles dans les régions de Nzérékoré et Conakry », l'UNICEF poursuit ses efforts dans la lutte contre la COVID-19 en Guinée. D'autres agences des Nations Unies sont également engagées dans cette même dynamique à fort impact.

Un exemple concret de ces efforts est observé dans la commune de Matoto, où 19 260 personnes ont été vaccinées contre la COVID-19 entre octobre et décembre 2022, ce qui représente près de 34 % de la population vaccinée à Conakry. Cela a été possible grâce à l'engagement dévoué de Fatoumata et des autres mobilisateurs sociaux.

Produit 3.1 : Les populations notamment les plus vulnérables ont accès à des services de Santé et nutritionnels de qualité, y compris la lutte contre le VIH, la mortalité maternelle et néonatale, le paludisme, la tuberculose, les maladies tropicales négligées et les maladies non transmissibles, dans le cadre de la couverture sanitaire universelle.



D'importantes interventions ont été apportées par l'équipe pays de la Guinée pour contribuer au renforcement du système de la santé et de la gouvernance, y compris l'organisation pour la première fois en Guinée du forum international sur la gestion des épidémies multiples et simultanées. Des résultats majeurs ont été obtenus par l'équipe pays des Nations Unies en réponse aux urgences sanitaires, la lutte contre le paludisme, le dépistage et la prise en charge des cas de VIH, la planification familiale, la vaccination, la santé maternelle et néonatale et infantile, et la nutrition.

À titre indicatif, 115 femmes porteuses de fistules ont été dépistées et prises en charge à travers les interventions. Des soins après avortement ont été apportés à 1987 personnes, et en même temps, les consultations prénatales ont bénéficié à 536 899 femmes. Pour améliorer la prévalence contraceptive, ce sont 174 173 nouvelles utilisatrices des services de planification familiale moderne qui ont été recensées.

En 2022, l'appui des Nations Unies a permis de rehausser la couverture en équipements de chaîne de froid de 62 % à 82 % passant de 1 017 en 2021 à 1 340 en 2022. Ainsi, 90 % de femmes en âge de procréer ont été vaccinées avec le vaccin Td au cours du 3e passage de la campagne de vaccination contre le Tétanos maternel, et le vaccin contre la rougeole a été introduit dans le calendrier vaccinal.

Des avancées notables sont aussi enregistrées en

faveur des objectifs 95-95-95 concernant le VIH/sida qui requièrent, plus que jamais, la mobilisation de toutes les parties prenantes, à l'horizon 2030. Depuis 2018 à 2022, le nombre d'infections est passé de 8 162 à 6 211 et les décès liés au VIH sont passés de 5 006 à 3 747. Le taux de transmission mère à l'enfant, quant à lui, a été maintenu à 10 % depuis 2019 et le nombre de sites intégrés pour la prise en charge pédiatrique du VIH/TB est passé de 47 % en 2021 à 89 % en 2022.

En ce qui concerne le paludisme, au moins 2 511 150 ménages ont été touchés par la campagne de distribution du MILDA (8 927 578 unités distribuées). En matière de prévention de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de 24 mois, à travers le projet 1000 jours, 1441 mères et enfants ont bénéficié d'une assistance alimentaire, de Kits d'hygiène (68 040 Morceaux de savons et 22 680 flacons de Sur Eau).

À la suite de la survenue de la fièvre de Lassa, diagnostiquée dans le district sanitaire de Guéckédou, des équipes d'investigation et d'évaluation du risque ont été déployées dans les villages où les cas ont été enregistrés, ceci a permis de circonscrire rapidement la maladie et des dispositifs de riposte ont été mis en place. En appui aux efforts de réponse contre la COVID-19, les mesures de prévention et de contrôle des infections ont été renforcées, y compris la distribution des kits d'hygiène, et la construction/réhabilitation des infrastructures d'eau et d'assainissement.

Produit 3.2 : Les populations ont un accès équitable et durable à l'eau potable, aux services d'assainissement et à l'hygiène.



Le SNU a fait de l'amélioration de l'accès à l'eau et aux services d'assainissement et d'hygiène une priorité. Plusieurs initiatives complémentaires des agences permettent de donner un plus grand impact aux efforts du gouvernement dans ce secteur.

D'une part, on peut constater qu'en dépit des nombreux défis, l'accès à l'eau potable s'améliore dans le pays à travers une contribution multi-acteurs. En effet, avec la contribution du SNU, 71 103 personnes ont pu réaliser leur droit d'accès à l'eau potable, grâce à la construction de 34 systèmes d'adduction d'eau alimentés avec l'énergie solaire et de 44 forages équipés de pompe manuelle, dans les régions de Kindia, Kankan, Labé, Nzérékoré et Mamou. Dans les institutions d'enseignement, 39 705 élèves (18 461 filles) de 93 écoles ont pu réaliser leur droit d'accès aux infrastructures d'eau et/ou d'assainissement dans les régions de Boké, Kindia, Nzérékoré, Mamou et Labé.

D'autre part, à travers l'adoption d'une approche communautaire et de marketing de l'assainissement, ce sont 13 communes rurales qui ont été certifiées « Fin de défécation à l'air

libre » (FDAL), couvrant 302 129 personnes, dans les régions de Labé, Kankan et Nzérékoré. Aussi 347 594 personnes additionnelles et 39 705 élèves (18 461 filles) de 93 écoles ont accédé au niveau d'assainissement de base (latrine familiale améliorée et non partagée) dans les régions de Kankan, Labé, Boké, Nzérékoré et Kindia, à travers la politique de l'Assainissement total Piloté par les Communautés (ATPC).

Au niveau des formations sanitaires, la réhabilitation de quatre incinérateurs dans les hôpitaux régionaux et préfectoraux (Boffa et Gaoual) contribue à améliorer la gestion des déchets et accroître la capacité de pays à se préparer aux risques d'épidémies.

Dans le cadre de l'amélioration de l'hygiène menstruelle des jeunes filles, 9 991 filles de 26 écoles ont été dotées de serviettes hygiéniques et d'informations pertinentes dans les modes de vie sains. En plus, 80 structures de santé de Nzérékoré et de Labé ont été dotées en kits d'hygiène et le personnel formé en PCI.

Produit 3.3 : Les populations ont accès à une éducation inclusive de qualité.

Au niveau du secteur éducatif, le SNU a apporté un appui remarquable qui contribue à l'amélioration de l'offre éducative de qualité à tous les niveaux de l'enseignement, en soutenant des stratégies d'adaptation. Cette approche a permis de déployer des interventions ciblées du système éducatif, de soutenir l'accès et le maintien à l'école, notamment pour les enfants, surtout les filles, et d'assurer le service d'alimentation scolaire. Les innovations ont aussi permis de contribuer à la gestion du COVID-19 en milieu scolaire.

Dans ce cadre, le SNU a soutenu la mise en œuvre de la feuille de route de la digitalisation du MEPU-A, à travers le déploiement de la plateforme « Learning passport » et le lancement de l'initiative Giga. Ceci a favorisé respectivement l'accès des élèves et de leurs enseignants à des contenus pédagogiques numériques en ligne ou hors ligne d'une part et la connectivité des écoles d'autre part. Déjà, 580 élèves ont accédé à titre expérimental au « Learning passport » et le cadre du déploiement de l'initiative Giga a été formalisé pour favoriser l'accès des apprenants à des contenus pédagogiques de haute qualité.

Des bourses d'études ont aussi été octroyées à 2000 élèves dont 1051 filles, pour les scolariser et les maintenir à l'école. En plus, 1597 enseignants et directeurs d'écoles sont pris en charge de façon différenciée, selon les besoins individuels de formation identifiés.

Au niveau du collège/secondaire, au moins 2000 élèves vulnérables du niveau ont bénéficié de la protection sociale, dans les communes de convergence. Ainsi, le taux d'abandon et de redoublement a continué à diminuer sensiblement, en passant d'une moyenne approximative de plus de 10 % dans les années passées à moins de 5 % en 2022. Au moins 16 695 enfants (8 220 filles) ont aussi fréquenté les centres d'encadrement communautaires de manière continue.

Pour contribuer à l'amélioration des indicateurs scolaires, la mise à disposition de 1890 tonnes de vivres a permis de fournir des repas scolaires à 116 489 élèves (dont 45 % de filles) dans 862 écoles primaires du pays. 61 écoles cantines scolaires à travers tout le pays ont été approvisionnées grâce au transfert monétaire, pour un coût de 192 248 USD.

Par ailleurs, concernant l'éducation complète à la sexualité, ce sont 438 nouveaux établissements scolaires qui ont intégré l'enseignement de l'Éducation complète à la Sexualité à Conakry et dans les régions. Il faut indiquer la conception et la distribution de 4 000 fiches pédagogiques sur la contraception, la santé sexuelle et reproductive, les violences basées sur le genre, les mariages et grossesses précoces et la prévention des IST/VIH/SIDA favorisent l'accès des jeunes à ce droit à l'information.



Produit 3.4 : Les populations les plus vulnérables, en particulier les enfants, les jeunes, les femmes, les personnes âgées, les personnes déplacées et mobiles ainsi que les personnes vivant avec un handicap bénéficient d'une couverture sociale et vivent dans un environnement qui les protège contre la discrimination, l'exploitation, les abus, la traite et la violence conformément aux instruments juridiques nationaux et internationaux.



infirmiers et médecins) qui ont été formés et équipés sur la prise en charge des victimes des cas de viols.

Les différentes interventions ont permis de sauver 5870 nouvelles filles âgées de 0-14 ans contre les MGF et 12 603 autres nouvelles filles âgées de 10-18 ans, contre le mariage d'enfant. Concernant les violences faites aux enfants, 989 enfants survivants des violences dont 541 cas liés aux violences sexuelles ont été pris en charge.

À propos de l'accès aux services d'état civil, 333 438 enfants de moins d'un an ont eu accès à leur droit à un certificat de naissance dont 156 083 filles sur une prévision de 531 208 naissances attendues en 2022 soit 63 % contre 54 % en 2021.

À travers ce pilier, le SNU a mené une série d'interventions en appui au Gouvernement et au bénéfice de plusieurs groupes de personnes vulnérables sur les enjeux liés à la prise en charge des Violences basées sur le genre (VBG), des normes sociales, de la protection de l'enfance et de l'établissement de l'état civil.

Dans le cadre du soutien au service de protection, les appuis techniques et financiers ont favorisé l'assistance judiciaire aux enfants (filles et garçons), la formation des structures de prise en charge psychosociale, le service de la médecine légale, les travailleurs sociaux, les avocats du Bureau de Consultations gratuites (BCG) ainsi les membres des familles d'accueil de ces catégories d'enfants.

Concernant les VBG, 21 nouvelles structures de santé ont intégré la prise en charge médicale des victimes dans leur paquet d'offres de services, avec au total 37 prestataires de santé (sage-femmes,

Au cours de l'année 2022, 781 modèles masculins, 448 femmes mentores, 131 groupements féminins et 27 plateformes de jeunes filles ont continué de bénéficier de l'accompagnement du SNU pour soutenir le processus de changement des normes sociales en lien avec les mutilations génitales féminines, les mariages d'enfants et d'autres formes de pratiques néfastes dans les communautés.

Par ailleurs, il faut saluer les efforts en matière de plaidoyer mené pour renforcer le secteur de la protection de l'enfant sous le leadership du département en charge de la protection. Les agences du SNU (UNICEF, UNFPA et HCDH), en collaboration avec l'Union européenne et l'ONG Plan international ont appuyé les efforts de renforcement des capacités institutionnelles, d'accompagnement technique et la fourniture des services de protection sociale.

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 4 : AUTONOMISATION SOCIOÉCONOMIQUE DES FEMMES, DES JEUNES, DES MIGRANTS RETOURNÉS ET DES PERSONNES VIVANT AVEC HANDICAP

Ce résultat stratégique du PNUAD portant sur l'autonomisation économique des jeunes, des femmes, des personnes vivant avec handicap et des migrants retournés repose sur divers mécanismes et programmes favorables à la création d'emplois et à la promotion de l'entrepreneuriat.

À travers ses efforts conjoints, les Nations Unies ont soutenu les mécanismes et les programmes d'autonomisation économique, d'une part, et la promotion des compétences entrepreneuriales, techniques managériales, d'autre part.

Les diverses initiatives appuient les autorités de la transition dans les efforts en faveur de l'employabilité des jeunes, en y intégrant les parcours professionnels pour l'accès aux emplois décents, le soutien à la création des micros, petites et moyennes entreprises, pilotées en grand nombre

par les jeunes (hommes et femmes), les migrants de retour et les personnes vivant avec un handicap, dans divers secteurs de l'économie guinéenne. Il s'agit d'une forme de participation active aux efforts visant à inverser la tendance du chômage et du sous-emploi, en contribution à l'accélération des initiatives nationales, en lien avec les ODD.

Durant l'année 2022, plusieurs initiatives ont permis, entre autres, de contribuer à la création de 78 emplois et de 17 plans d'affaires, l'élaboration d'un programme de spécialisation diplômante en entrepreneuriat agricole durable et en énergies renouvelables. Aussi, 21 directeurs d'établissements ont été qualifiés sur la norme ISO-21001 et 8 unités de production et de transformation des produits agricoles regroupant environ 1 000 femmes.



Effet 4 : D'ici à 2023, les institutions nationales, le secteur privé et les collectivités locales mettent en œuvre de manière inclusive, des politiques et programmes qui améliorent l'emploi productif et l'entrepreneuriat des femmes, des jeunes, des migrants retournés et des personnes vivant avec un handicap.

RÊVES BRISÉS EN GAMBIE : LE TÉMOIGNAGE ÉMOUVANT DE MARIAM



Boké, la cité fière et poussiéreuse, est plongée sous les rayons ardents d'un soleil implacable. Les rues sont désertes, abandonnées à la chaleur écrasante. C'est là que Mariam, 23 ans, attire les regards avec son sourire radieux et sa tenue orangée. Elle tient une boutique d'alimentation aménagée dans un petit conteneur bleu.

Mariam n'a pas le feu sacré de l'exil, mais les échos de l'Europe et de ses merveilles se mêlent souvent aux murmures qu'elle échange avec ses camarades. Comme de nombreux jeunes guinéens, ils peignent dans leurs pensées une vie de luxe, telles que les chaînes diffusées par les satellites les montrent, un rêve de richesse et de grandeur qui les éloignent de la poussière de leur cité bâtie sur la bauxite.

« C'était un jour ordinaire en 2021, je discutais avec une amie sur Messenger quand elle m'a suggéré de voyager à l'étranger. Elle-même déjà en route, arrivée en Gambie, elle m'a décrit le trajet en détail, m'a expliqué que ce serait très simple et j'ai décidé de partir. » Elle réussit à convaincre sa mère de financer le voyage. Pour ce faire, elle dispose de quelques économies et brade le reste des marchandises qu'elle possède. Une fois l'argent du voyage rassemblé, soit 300 USD pour la nourriture, 250 USD pour le transport et 1000 USD pour le paiement du passeur, elle s'embarque dans un véhicule à destination de la Gambie via Bissau, Ziguinchor au Sénégal, et enfin Serrekunda où elle aurait dû retrouver son amie.

Pourtant, à son arrivée sur les terres gambiennes, Mariam s'aperçoit que son amie ne l'attend pas. « Mes échanges avec mon amie s'effectuaient par messages. Elle m'a fait croire qu'elle se trouvait en Gambie, mais en réalité, elle était en Guinée. Je n'étais pas au courant. Quand je suis arrivée à destination, j'ai été surprise de ne pas la trouver. Plus tard, j'ai compris qu'elle faisait partie du réseau de passeurs et qu'elle m'avait trompée ».

L'éloignement de sa Guinée d'origine et la disparition de la plus grande partie de ses économies laissent

Mariam désemparée. De temps à autre, sa famille lui envoie un peu d'argent pour la soutenir, mais comment poursuivre son périple sans le sou ?

Les journées se succèdent, les nuits aussi, sans but, à errer dans les rues, jusqu'à ce que les forces de l'ordre viennent la cueillir. « Une nuit, des agents de sécurité m'ont arrêtée et conduite dans la grande prison. Là j'ai eu la chance de rencontrer des Espagnoles d'une ONG qui nous ont aidés, moi comme d'autres à constituer des dossiers pour pouvoir sortir de prison et rentrer en Guinée. C'est par elles que j'ai eu connaissance de l'OIM et de l'aide au retour. Entre temps, nous avons été libérés avec d'autres migrants et logés à l'Hôtel FIFA. Après ça le vol retour a été programmé et nous avons été rapatriées à Conakry ».

À son arrivée à l'aéroport de Conakry-Gbessia, Mariam est accueillie par les équipes de l'OIM et conduite au centre d'accueil et de transit de Conakry. « Là-bas, nous avons pu nous restaurer, nous avons été enregistrés et chacun a reçu un téléphone, une carte SIM et une somme d'argent. » Le programme d'Aide au Retour et à la Réintégration de l'OIM propose, en plus de l'organisation du voyage pour les migrants qui souhaitent retourner volontairement dans leur pays d'origine de manière sûre, durable et dans la dignité, un support psychosocial et une aide à la réintégration avec le financement d'une activité génératrice de revenus. « Avant de partir en aventure, je vendais de l'huile de palme au marché ici à Boké et j'avais ma propre boutique. C'est pourquoi quand j'ai bénéficié de l'accompagnement de l'OIM, j'ai souhaité réapprovisionner ma boutique en marchandises et relancer mon commerce ».

Son projet, Mariam l'a défini avec Amara, le conseiller du bureau de l'OIM à Boké. Elle s'est elle-même chargée d'identifier des fournisseurs, lister les marchandises à acheter et fournir les devis nécessaires. « Le processus de ma réintégration a pris au total 3 mois, entre mon arrivée, le financement et l'installation de ma boutique. » Mariam explique que si c'est sa mère qui avait financé son voyage et l'avait soutenue à partir, c'est aussi elle qui finalement l'avait convaincue de rentrer. « Elle était certes très fâchée pour avoir vendu tous ses biens afin de payer mon voyage, mais tellement soulagée de me retrouver saine et sauve ».

Désormais, Mariam a pour objectif de développer et diversifier son commerce, et elle assure ne plus vouloir repartir.

Produit 4.1 : Des mécanismes et des programmes favorables à la création d'emplois et à la promotion de l'entrepreneuriat pour l'autonomisation économique des migrants de retour, des femmes et des jeunes, y compris des personnes vivant avec un handicap sont élaborés et mis en œuvre

Les mécanismes de l'emploi et l'employabilité des jeunes et des femmes sont des éléments clés pour atteindre les ODD. Dans ce cadre, l'équipe pays a fait de l'accès à un travail décent et à des opportunités de formation et de développement des compétences un volet essentiel pour réduire la pauvreté, l'inégalité et la marginalisation sociale, garantir une main-d'œuvre qualifiée et compétitive, en vue de promouvoir une croissance économique durable et inclusive.

Dans cette optique en 2022, les interventions des agences ont permis de soutenir la création de 21 mécanismes fonctionnels pour l'autonomisation des femmes, y compris les personnes vivant avec handicap. Aussi, 23 programmes structurels ont été élaborés et mis en œuvre.

Ces interventions conjointes ont couvert également l'organisation des diagnostics rapides de 17 Très Petites et Moyennes Entreprises (TPME), débouchant sur des plans d'action opérationnels, ainsi que l'accompagnement de 108 entreprises de jeunes à travers les incubateurs.

L'approche « Job facility » a été, en outre, intégrée dans le dispositif de l'emploi et de la formation professionnelle pour une meilleure prise en compte de la problématique de l'emploi dans les politiques publiques. Le renforcement de capacités en entrepreneuriat et le mentorat de 814 jeunes entrepreneurs ont favorisé la formalisation de leurs TPME.

Un fonds d'amorçage de 300 000 USD en soutien à 138 initiatives entrepreneuriales de jeunes a contribué à la création de 336 emplois à temps plein et 314 emplois à temps partiel.

Il convient de citer, par ailleurs, les deux projets (Fapel et Molthanas) qui ont bénéficié d'un appui financier à l'issue d'un processus de sélection concernant 22 plans d'affaires, dont 8 validés par un comité, permettant de créer 78 emplois. Au total, 179 entrepreneurs ont bénéficié de prêts et de subventions auprès de 7 institutions financières, de l'État et de l'UE pour un montant mobilisé de 799 775 USD grâce à la qualité des plans d'affaires.



Produit 4.2 : Les jeunes, les femmes et les personnes vivant avec un handicap ainsi que des migrants retournés disposent des compétences entrepreneuriales, techniques et managériales



Le renforcement des compétences entrepreneuriales, techniques et managériales des jeunes et des femmes y compris les personnes vivant avec handicap est un élément clé du PNUAD. C'est pourquoi l'équipe pays en fait une priorité pour encourager l'entrepreneuriat, réduire le chômage, améliorer la productivité, contribuer à la croissance économique et promouvoir l'égalité des sexes. Dans la même veine, un accent a été accordé à l'investissement dans des programmes de formation et de développement des compétences pour les jeunes et les femmes afin de soutenir leur développement économique et social.

Dans ce cadre, sans être exhaustif, le SNU a offert une carte d'interventions diverses et complémentaires, en appui au Gouvernement.

À titre illustratif, on a enregistré 1777 H/F qui ont bénéficié de formations certifiantes en perfectionnement dans plusieurs filières (plomberie sanitaire, électricité, carrelage et peinture) et les services (coiffure/maquillage et cuisine/pâtisserie, conduite de poids lourds), en vue de leurs insertions socio-professionnelles.

L'employabilité de 40 jeunes a été améliorée, dans le marketing, les techniques de vente ainsi que la gestion financière et 10 jeunes diplômés et des migrants retournés ont été placés dans les entreprises ; et au moins 200 emplois ont été créés pour les jeunes dans les secteurs minier, halieutique agricole et des services.

Par ailleurs, il est à noter que de nombreux jeunes entrepreneurs, à travers les incubateurs et le soutien financier, ont bénéficié d'un dispositif d'accompagnement adapté. 108 entreprises ont été créées et ont permis la création de 336 emplois à temps plein et 314 emplois à temps partiel, grâce au fonds d'amorçage de 138 projets avec un financement de 3,3 milliards GNF.

Ces nombreux jeunes et femmes ont bénéficié de plusieurs formations thématiques, y compris des porteurs de solutions innovantes qui ont été financés, à l'image des 106 jeunes, dont 30 femmes, qui ont été formés à la gestion d'entreprise axée sur la chaîne de valeur ananas.

En 2022, 6387 migrants de retour ont été formés sur les concepts de l'entrepreneuriat, de création, de conduite, de marketing et de gestion de fermes avicoles et agricoles, en plus des projets de réintégration socioéconomique durable menés. 225 jeunes élèves et vulnérables ont bénéficié des appuis techniques et financiers pour la mise en place de 57 activités génératrices de revenus en Cuisine/Pâtisserie, la Maçonnerie, l'électricité bâtiment, l'informatique/maintenance et le froid et climatisation, sans oublier les voyages d'études au Rwanda qui ont été organisés pour le renforcement des compétences entrepreneuriales de plusieurs jeunes.

Les unités pour la valorisation des minéraux de développement et 67 Champs Écoles Paysans (CEP) ont été réalisés au profit de 1 445 bénéficiaires (apprenants) dont 551 femmes.

Enfin, 29 coopératives autour des périmètres de production ont été structurées, conformément à la loi OHADA (14 en Moyenne Guinée et 15 en Haute Guinée) en faveur de 1 077 membres, dont 618 femmes et 387 jeunes.

DES PROGRÈS RÉALISÉS PAR RAPPORT À LA PROMESSE DE « NE LAISSER PERSONNE POUR COMPTE »

Au cours de l'année 2022, l'équipe pays en Guinée a effectivement pris en compte le principe « Ne laisser personne pour compte » de l'ONU, dans la mise en œuvre de l'ensemble de ses interventions programmatiques et opérationnelles. Les progrès réalisés sont significatifs, notamment pour l'amélioration des conditions de vie des

personnes les plus vulnérables, y compris le respect de leurs droits humains. Les deux initiatives suivantes illustrent les nombreuses interventions du SNU sur le terrain, intégrant la nouvelle approche de sécurité humaine qui met l'être humain au centre de toutes les actions.

1- ROMPRE AVEC LES INÉGALITÉS ET L'IMPUNITÉ POUR METTRE FIN AUX VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE (VBG)



Face à la recrudescence des violences basées sur le genre au cours des dernières années en Guinée, particulièrement en Guinée forestière, le SNU a mené un plaidoyer avec le Réseau des femmes défenseurs des droits de l'homme, à la Mairie et au Tribunal de première Instance de Nzérékoré, pour

dénoncer, galvaniser et créer des opportunités de collaboration entre les autorités nationales, les OSC et le SNU, pour mettre fin à ces pratiques.

Ce plaidoyer a abouti à une enquête de police et à des poursuites judiciaires contre de présumés auteurs de VBG (dont trois guérisseurs traditionnels), notamment dans une affaire de viol collectif sur une douzaine de jeunes filles.

Ce plaidoyer a abouti, avec l'appui du SNU à l'organisation des audiences foraines par le Tribunal de première Instance de Nzérékoré, en mai 2022, pour traiter tous les crimes sexuels en attente de jugement devant ledit Tribunal depuis plusieurs années. Les auteurs du viol collectif ont été condamnés à 20 ans de réclusion criminelle et les jeunes filles victimes de viol ont été rétablies dans leurs droits.

2- JUSTICE POUR LES SURVIVANTS DE PERSÉCUTIONS RELIGIEUSES EN GUINÉE - PLAIDOYER POUR LA PROTECTION DES GROUPES MINORITAIRES

En février 2022, le SNU a été informé par l'Alliance des églises et missions évangéliques de Guinée de la persécution d'une communauté chrétienne minoritaire dans le village de Kolakpata, située à 30 km de la ville de Nzérékoré.

Cette situation conflictuelle remonte à mi-2018 lorsqu'une église pentecôtiste s'est installée dans le village. Certains villageois et croyants animistes auraient exprimé leur réticence, exprimant la crainte de voir en péril leurs coutumes et traditions autochtones et ancestrales. Avec les persécutions, les membres de cette communauté chrétienne, composée d'environ 150 personnes (femmes, enfants et hommes) ont fini par quitter le village, laissant derrière elles leurs maisons, leurs récoltes et autres biens qui ont été pillés par leurs agresseurs autochtones.

Dans ce contexte, le SNU a été sollicité par les autorités traditionnelles, administratives, sécuritaires et judiciaires de la région, pour les aider à trouver une solution durable à cette situation. Les efforts de plaidoyer ont permis de mobiliser plus de 14 000 USD pour une aide humanitaire à ces personnes déplacées. Des enquêtes ont ensuite

été menées et les personnes soupçonnées d'avoir orchestré des agressions ont été interpellées par les services de sécurité.

Grâce aux audiences foraines organisées par le Tribunal de Première Instance de Nzérékoré, courant mai-juin 2022, sur financement du SNU, les affaires criminelles pendantes ont été jugées et la justice a été appliquée.

En août 2022, les membres de la communauté chrétienne ont été réinstallés à Kolakpata et des vivres distribués, à l'occasion d'une grande cérémonie regroupant toutes les communautés locales.



2.3. APPUI AUX PARTENARIATS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME 2030

Avec le financement du fonds conjoint des ODD « Joint SDG Fund », les agences du SNU (PNUD, UNICEF et UNCDF) mettent en œuvre un programme conjoint en partenariat avec le Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan, afin d'élaborer et mettre en œuvre une Stratégie nationale intégrée de financement et de mise en œuvre des ODD en Guinée.

Le programme conjoint qui s'étend jusqu'à juin 2022 vise à produire deux résultats principaux : (a) une stratégie financière nationale intégrée pour la réalisation des ODD est établie et mise en œuvre, et (b) les ressources externes mobilisées

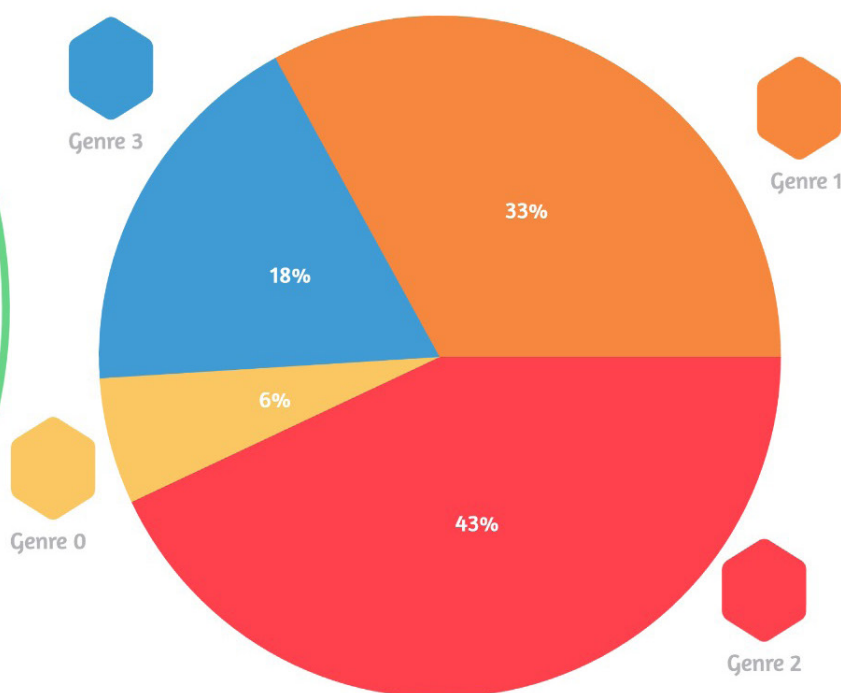
sont effectivement et efficacement allouées et exécutées pour la réalisation des ODD grâce au financement des ODD.

Un des objectifs clés du programme conjoint serait de faciliter la mobilisation de financements supplémentaires et renforcer la synergie entre les parties prenantes pour la réalisation des ODD.

Ce programme contribue également à la mise en place d'un écosystème de planification, budgétisation, programmation, suivi et évaluation (PPBSE) axé sur les ODD et sensible au genre à tous les niveaux (central, déconcentré et décentralisé).

Le graphique ci-dessous montre la proportion de financement alloué à la promotion des interventions qui cible le genre par niveau d'incidence

Financement du genre



PLATEFORME DE CONCERTATION DES PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

Outre les plateformes de coordination mises en place par le programme conjoint pour le financement des ODD, notamment les dialogues politiques sur le financement du développement, les Partenaires techniques et financiers en République de Guinée, sous le leadership du RC, poursuivent leurs efforts de réaliser l'ODD 17, en renforçant d'une part, la coordination entre eux, et d'autre part, l'animation des concertations avec le Gouvernement autour des priorités de développement du pays.

Cette plateforme inclusive et participative de coordination et de concertation inclut les 4 groupes de PTF (les partenaires bilatéraux ; les Institutions Financières Internationales ; les partenaires du SNU et les fondations/ONG internationales) ayant des activités qui s'inscrivent dans l'Aide publique au Développement.

Le comité exécutif est composé de six membres est fonctionnel sous la présidence de la Banque Mondiale, après celle des Nations Unies : un membre titulaire et un membre suppléant de chacune des 3 catégories de PTF (Bilatéraux, les Institutions Financières Internationales et le SNU) afin de faciliter un dialogue de haut niveau

et de mieux coordonner les échanges avec le Gouvernement.

Le comité exécutif (COMEX) a choisi la France comme membre titulaire et les États-Unis d'Amérique comme membre suppléant des partenaires bilatéraux. Les Institutions Financières Internationales ont choisi la Banque Mondiale, membre titulaire qui a assuré la Présidence en 2022, et la Banque Africaine de Développement comme membre suppléant. Et pour le SNU, le Bureau de la coordination du SNU est membre titulaire et le Programme des Nations Unies pour le Développement est membre suppléant.

Cette plateforme mène un plaidoyer de haut niveau afin d'accélérer la mise en œuvre des ODD, à travers une coordination thématique entre les acteurs. Dans les domaines politique et humanitaire, deux autres cadres de concertation ont été mis en place respectivement le G5 et l'Équipe Urgence Pays. À ceux-ci s'ajoutent les mécanismes de coordination interne, comme les groupes de résultats, qui impliquent quelques partenaires étatiques et de la société civile.



FINANCEMENTS DES ODD PAR LE GOUVERNEMENT ET APPUI DU SNU

Le SNU a appuyé le Gouvernement à établir une cartographie de l'ensemble de l'Aide publique au développement (APD) reçue par la Guinée au cours des 5 dernières années. Il est important de rappeler que durant le triennat 2018-2020, le niveau de financement extérieur est resté élevé, se situant au-dessus de 500 millions USD. Le pays avait enregistré, respectivement :

- Selon le chiffre du financement extérieur (FINEX) dans le Programme d'investissement public (PIP) (571,2 millions USD en 2018 ; 625,12 millions USD en 2019 ; 552,45 M USD en 2020) ;
- Selon l'enquête PTF 2022 (577,9 millions USD en 2018 ; 546,6 millions USD en 2020) et ;
- Selon les données de l'OCDE (599,8 millions USD en 2018 ; 585,1 millions USD en 2019).

Les données partielles révèlent aussi qu'au moins 160 projets ont été financés et/ou cofinancés par l'APD en 2019-2020 pour un coût total d'environ 585,1 millions USD.

Selon les données recueillies lors de la collecte de 2022, les cinq principaux partenaires de la Guinée sont la Banque Mondiale, l'Union européenne, les États-Unis, la France et le Global Fund qui totalisent 75,6 % de l'APD en Guinée.

Pour rappel, en 2021, la répartition de l'APD par partenaire, place la Banque Mondiale en tête avec 32 % du total, la BADEA 12,7 %, l'USAID avec 8,7 %, l'UE avec 7,8 % et l'AFD avec 1,4 %. Au niveau du SNU, l'UNICEF a contribué à hauteur de 14,2 % et le PNUD à hauteur de 7,2 %. À ceci, s'ajoute le Fonds de consolidation de la paix avec 3 %.

Les ressources consenties pour l'aide à la Guinée sont en majorité composées de dons. Ceux-ci représentaient environ 83,2 % de l'APD en 2016 et 69,4 % en 2019. En 2021, le niveau de financement enregistré (données partielles en baisse par rapport à 2020) s'élève à 288,4 millions USD dont 249 millions USD de dons, soit 87 % et 38,8 millions USD de prêts, soit 13 %. Ainsi, sur la période 2016-2021, la part des dons dans l'APD est toujours supérieure à 51 %. Cela confirme la tendance à la prévalence structurelle des Dons sur les Prêts dans les financements que reçoit le pays. Les plus grands donateurs sont principalement les États-Unis, l'Union européenne et la France.

Les prêts accordés à la Guinée proviennent principalement de ses partenaires traditionnels tels que la Banque mondiale (BM), la Banque africaine

de développement (BAD), le Fonds monétaire international (FMI), l'Union européenne (UE), la France, l'Arabie saoudite, le Koweït, la Belgique, la Banque islamique de développement (BID), la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Fonds de l'OPEP. La contribution en termes de prêts de la Banque mondiale a connu une augmentation significative, triplant entre 2016 et 2019, passant de 51 millions USD à 150 millions USD. De même, la Banque africaine de développement (BAD) a considérablement augmenté le montant des prêts accordés à la Guinée, passant de 2 millions USD en 2016 à environ 23 millions USD en 2019. Une grande majorité de ces prêts sont concessionnels, ce qui permet au pays de bénéficier d'une période de grâce prolongée, allant de 5 à 10 ans, avec des taux d'intérêt relativement bas, inférieurs à 1 %.

La coopération avec les agences multilatérales est la plus importante source de financement de la Guinée. Depuis 2016, leur part est en constante augmentation passant de 53,9 % en 2016 à 64,7 % en 2019. Les principaux partenaires multilatéraux sont la Banque mondiale, l'Union européenne et le Fonds Mondial avec plus de 76 % de l'APD en 2019.

L'APD nette fournie par les partenaires multilatéraux a augmenté de 268,5 millions USD en 2016 à 378,7 millions USD soit une croissance de 9,2 %. La Banque mondiale, l'Union européenne et le Fonds Mondial sont les plus importants fournisseurs de l'APD en 2016 et 2019. Leurs parts combinées de l'APD représentent 74,4 % et 76,6 % de l'APD totale respectivement en 2016 et 2019. Au sein du système de Nations Unies (SNU), l'UNICEF a contribué à hauteur de 38,3 millions USD en 2019 contre 10,3 millions en 2016. La BAD a fourni 28,8 millions USD. Outre les 5 principaux partenaires avec plus de 20 millions USD, plusieurs PTF ont fait des contributions se situant entre 1 et 10 millions \$. Les autres PTF, y compris du Système Nations Unies, ont fait des contributions de moins d'un million.

Les transferts de fonds reçus servent essentiellement à financer les dépenses de consommation courante (60,7 pour cent), les événements familiaux et religieux (11,7 pour cent) et la santé (7 pour cent).



PAYSAGE ET INCITATION DOMESTIQUE : FINANCEMENT PUBLIC ET PRIVE

En dépit des potentialités de la Guinée, le secteur privé se caractérise par une prédominance de l'informalité, représentant près de 80 % des entreprises, et par un taux élevé de mortalité des structures, notamment les PME. Cette situation entraîne une faible capacité de mobilisation des ressources internes pour le pays. De plus, bien que le taux de pression fiscale soit relativement élevé par rapport aux normes de la CEDEAO, l'effort fiscal demeure mal réparti.

Des réformes récentes ont été introduites dans le cadre du Plan stratégique de Réformes des Finances publiques (PREFIP) et visent à améliorer l'efficacité de l'administration des impôts ; éliminer les exonérations ; formuler et mettre en œuvre des politiques pour le registre du commerce informel.

L'atteinte de ces résultats passe par le renforcement des contrôles et audits des recettes fiscales, l'augmentation du nombre de contribuables actifs détenteurs de Numéros d'identification fiscaux (NIF), l'augmentation du nombre d'entreprises formalisées par an à l'Agence de Promotion des Investissements privés (APIP) et l'amélioration de leur accès à la commande publique qui constitue une source de marchés pour les entrepreneurs.

Il est nécessaire d'établir une feuille de route afin d'accélérer les réformes fiscales et d'améliorer l'identification des contribuables. Cette feuille de route devrait également proposer d'avancer vers l'adoption d'un budget programme dans le cadre d'un programme de dépenses à moyen terme. Cette initiative permettrait de définir un cadre macroéconomique fondé sur des estimations des revenus et d'améliorer la planification des dépenses. Un tel cadre faciliterait l'allocation des ressources en fonction des objectifs politiques, assurant ainsi la cohérence entre les objectifs et le financement.

L'industrie minière en Guinée a aujourd'hui une opportunité sans

précédent pour mobiliser d'importantes ressources humaines, physiques technologiques et financières afin de faire progresser les ODD. Lorsqu'elle est gérée de façon adaptée, elle peut créer des emplois, favoriser l'innovation et apporter des investissements et infrastructures à une échelle significative, et à long terme.

Pour exploiter pleinement le potentiel de l'exploitation minière pour les ODD, il faut un ou plusieurs mécanismes institutionnels novateurs qui réunissent différents ministères concernés pour une coordination étroite (mines, planification, environnement, finances, etc.). En outre, il faut un mécanisme/plateforme de dialogue et une coopération étroite entre le gouvernement, les entreprises et les communautés (probablement au niveau central et local).

La mise en place de la nouvelle Confédération générale des Entreprises de Guinée (CGE-GUI) regroupant les faitières du secteur privé constitue une opportunité pour une meilleure coordination des contributions du secteur privé à la réalisation des ODD. Pour ce faire, en 2022, le SNU a entamé une bonne collaboration avec la CGE-GUI autour des ODD et les principes du pacte mondial des Nations Unies sur le secteur privé.



SOURCES DE FINANCEMENT PRÉVISIONNELLES ET POTENTIELLES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Dans le cadre de la mise en œuvre du PRI sur la période allant de 2022 à 2025, le gouvernement a établi que les capacités nationales de mobilisation de ressources publiques permettront de disposer d'un montant de 78 000 milliards GNF sur les 108 000 milliards GNF requis pour toute la période de mise en œuvre du PRI. Il en résulte un besoin de financement de 30 000 milliards GNF (soit 3 409 millions USD). L'option du Gouvernement est de couvrir ce besoin de financement à travers : (i) l'accroissement de l'épargne intérieure publique ; (ii) le recours à l'emprunt ; (iii) la mise en place d'un fonds souverain ; et (iv) l'organisation d'une Table ronde des bailleurs de fonds.

Le gouvernement a finalisé le développement d'une stratégie nationale intégrée pour l'accélération de la réalisation des ODD, notamment grâce à un appui du SNU. La mise en œuvre de cette stratégie demandera un appui supplémentaire pour le renforcement des capacités et l'établissement

de partenariats avec les secteurs public et privé et l'élaboration de stratégies de financement alignées aux ODD.

Par ailleurs, pour réussir à accélérer la localisation des ODD, le gouvernement met l'accent sur l'approche sécurité humaine qui soutiendra l'alignement aux ODD de la planification, de la budgétisation et du suivi-évaluation au niveau local. Ceci aura l'avantage d'éviter la fragmentation en silos et d'optimiser les ressources mobilisées par l'État et ses partenaires pour le développement local autour de l'atteinte progressive des ODD dans chaque collectivité. Dans ce processus de localisation des ODD, il sera essentiel d'associer les communautés à toutes les étapes de la planification, de la budgétisation et du suivi-évaluation pour non seulement renforcer leur appropriation des ODD, mais aussi et surtout pour un meilleur investissement des communautés dans l'atteinte des ODD.



**Fonds d'affectation spéciale
des Nations Unies
pour la sécurité humaine**



Le PNUD, UNICEF, le PAM et OIM, sous le leadership du Bureau du Coordinateur résident, œuvrent conjointement dans le cadre d'un programme de domestication des ODD par l'approche de la sécurité humaine, financé par le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine afin de faire progresser le développement durable dans neuf collectivités locales dans la région de Labé en renforçant le lien entre l'humanitaire et le développement.

Grâce au programme conjoint qui est en cours de mise en œuvre à Labé, il sera possible de créer une approche modèle de la sécurité humaine au niveau communal dans les zones rurales et urbaines. Cela permettra de tirer des enseignements sur les bonnes pratiques et de faciliter la réplification de l'approche dans les 333 autres communes urbaines et rurales du pays.

Dans la même dynamique un nouveau projet conjoint OIM et ONU-droits de l'Homme portant sur la l'utilisation de l'approche de la sécurité humaine pour renforcer la protection individuelle contre la traite des personnes a été approuvé en fin 2022 pour le démarrage effectif de la mise en œuvre en mars 2023.

PARTENARIATS

Pour assurer la mise en œuvre effective du plan de travail annuel de l'Équipe Pays en Guinée, adossé sur des programmes et projets, le SNU a développé et maintenu des partenariats stratégiques pour la mobilisation des financements en soutien aux efforts nationaux de développement.

Les agences du SNU ont misé tout d'abord sur les fonds propres obtenus de leur siège avant de mobiliser conjointement ou individuellement des

fonds auprès des partenaires traditionnels internes et externes.

Également, des partenariats ont été développés avec de nouveaux donateurs.

Les donateurs/partenaires du SNU ayant contribué au financement des activités du plan de travail 2022 sont les suivants :

German Agency for International Cooperation,
Government of Luxembourg,
United States Agency for International Development,
BD Department for European Integration and International Cooperation,
Government of United Arab Emirates,
Japan Association for the World Food Programme,
Japanese Supplementary Fund,
Korea International Cooperation Agency,
Core funds,
The World Bank,
The European Union,
Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol,
The Joint SDG Fund, United States Agency for International Development,
United Nations Peacebuilding Support Office,
Korea International Cooperation Agency,
UN Trust Fund for Human Security,
European Union Trust Fund for Africa,
Italian Agency for Development Cooperation,
United Nations Multi-Partner Trust Fund,
Government of Russia,
Government of Sweden,
African Development Bank,
The Global Environment Facility,
The Green Climate Fund,
Government of Norway,
BADEA, FIDA,
United States Agency for International Development Bureau for Humanitarian Assistance,
Global Fund for Fighting AIDS, Tuberculosis and Malaria,
United Nations Joint Programme on HIV and AIDS Secretariat,
Fonds Français Muskoka,
Japan International Cooperation Agency,
Government of Japan,
UNAIDS Unified Budget,
Results and Accountability Framework,
Joint programme on abandonment of FGM,
Switzerland Committee for UNICEF,
Resources for the Future (RFF).

2.4. RÉSULTATS DES NATIONS UNIES, TRAVAILLANT PLUS ET MIEUX ENSEMBLE - COHÉRENCE, EFFICACITÉ ET EFFICIENCE DES NATIONS UNIES

Grâce à la dynamique de mise en œuvre continue de réformes structurelles, la partie nationale a mis en place un collectif des directeurs de Bureaux de Stratégies et de Développement (BSD) qui constituent, pour le SNU, un mécanisme de coordination interministérielle technique pour travailler ensemble sur toutes les thématiques de développement. De même, les secrétaires généraux des départements ministériels disposent d'un groupe de coordination.

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités conjointes, sur le plan opérationnel, le SNU a fait la promotion de plusieurs services communs tels que les LTA (Accords à Long Term), le co-voiturage dans les missions, etc., qui contribuent à baisser les coûts de transaction, pour renforcer le financement direct du développement. En plus, le SNU a établi la situation de référence des bâtiments occupés par les Nations Unies en Guinée afin de poursuivre les efforts vers des maisons communes à Conakry et à l'intérieur du pays. En fonctions des différents sous-groupes suivants de l'OMT, vles principaux résultats de 2022 sont :

Ressources humaines

- La conduite d'un sondage de satisfaction des utilisateurs de la clinique des Nations Unies a permis de mettre en exergue le manque de satisfaction du personnel et d'identifier les opportunités d'amélioration des services fournis. De plus, un sondage spécifique aux chefs d'agences à démontrer leur souhait de voir baisser la rubrique des dépenses de la clinique qui représentait près de 70 % du budget en 2021 ;
- Même si les résultats ne sont pas officiellement disponibles, une enquête salariale intermédiaire sur le salaire du personnel local a été conduite ;
- Un livret de bienvenue complet est élaboré et mis à la disposition des agences pour faciliter l'accueil des nouveaux membres du personnel, notamment les expatriés qui arrivent dans le pays ;
- Un tournoi sportif pour l'ensemble du personnel du SNU a été organisé le 12 novembre 2022, à la Blue zone de Kaloum et deux salles de gym (UNICEF et OMS) contribuant au bien-être du personnel à Conakry sont fonctionnelles.

Finances

- La révision initiée du taux de perdiem du SNU pour une harmonisation avec la prise en charge des acteurs du gouvernement, en tenant compte de l'inflation et des prix acceptables permettrait de faciliter la collaboration avec les partenaires de mise en œuvre ;
- La collecte des données sur les dépenses du terrain a permis de rehausser le taux de DSA du personnel du SNU en Guinée ;
- Trois sessions de formation sur les procédures HACT pour 100 partenaires de mise en œuvre ont eu lieu.

Achats

- L'actualisation et la signature de quatre (4) LTA communs (carburant, services de nettoyage, sécurité, maintenance des véhicules) ;
- Le démarrage du process de mise en place d'une plateforme en ligne qui est connectée à la base de données des fournisseurs des services au SNU.

Administration et maison commune

- Identification d'une maison commune dans la commune de Ratoma à Nongo, avec un complexe privé de 60 appartements pouvant abriter tout le personnel du SNU à Conakry comme prévu par la réforme de l'ONU. Les discussions vont se poursuivre en 2023 autour de l'offre financière pour identifier des options de collaborations.

Logistique

- La mise à disposition des services aériens humanitaires (UNHAS) qui a été utilisé par le SNU, les organisations internationales, les départements ministériels et autres organisations de la société civile. En 2022, UNHAS a transporté plus de 1430 passagers, dont près de 830 qui sont des Nations Unies.

2.5. ÉVALUATIONS ET LEÇONS TIRÉES

L'évaluation finale du PNUAD a établi un Management Response Plan (Plan de suivi des recommandations) qui est cours, sous le leadership de l'équipe de gestion des programmes (PMT)

Principales leçons apprises

EFFET 1 du PNUAD :
Gouvernance au service du
développement durable

L'organisation de missions conjointes du gouvernement et des Nations Unies constitue un potentiel énorme pour favoriser l'accès aux droits et la protection des plus vulnérables ainsi que l'engagement communautaire.

En 2022, le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, avec le Représentant des Nations Unies aux droits de l'homme, a contribué à l'amélioration significative des conditions de détention dans certaines prisons du pays, sur l'accès à la santé et l'alimentation des prisonniers. Un ensemble de décisions correctives ont été prises par le ministre.

EFFET 2 du PNUAD :
Sécurité alimentaire et résilience aux
changements climatique

L'accès des petits exploitants aux marchés agricoles qui sont rentables est un facteur catalytique, favorisant la production et l'autonomisation des jeunes et des femmes en milieu rural pour lutter contre la pauvreté.

Aussi, l'approche du « faire faire » favorise l'appropriation et la pérennisation des activités de résilience.

EFFET 3 du PNUAD :
Services sociaux de base

L'opérationnalisation du rappel vaccinal par SMS et la digitalisation du registre de la vaccination ont contribué à la réduction du taux d'abandon de 69 % à 44 % entre le BCG et le Penta 3 dans les zones ciblées, et à l'augmentation significative du nombre d'enfants vaccinés au Penta 1 avec plus de 51 %, notamment dans la commune de Matoto.

L'utilisation d'une approche de dénombrement digitalisée associée à un système d'information géoréférencé dans la ville de Conakry a permis de créer une base de données dynamique des bénéficiaires du Programme élargi de vaccination (PEV), qui sont les enfants âgés de 0 à 11 mois

Aussi, l'interopérabilité entre les systèmes de protection de l'enfance et de santé permet d'amplifier les résultats programmatiques et l'efficacité.

EFFET 4 du PNUAD :
Autonomisation des jeunes et des
femmes

L'implication et la responsabilisation des cadres étatiques (BSD) favorisent l'appropriation, la redevabilité et la durabilité des dynamiques issues des interventions dans le domaine de la réintégration socioéconomique des migrants de retour, les jeunes, les femmes et les personnes vivant avec un handicap.

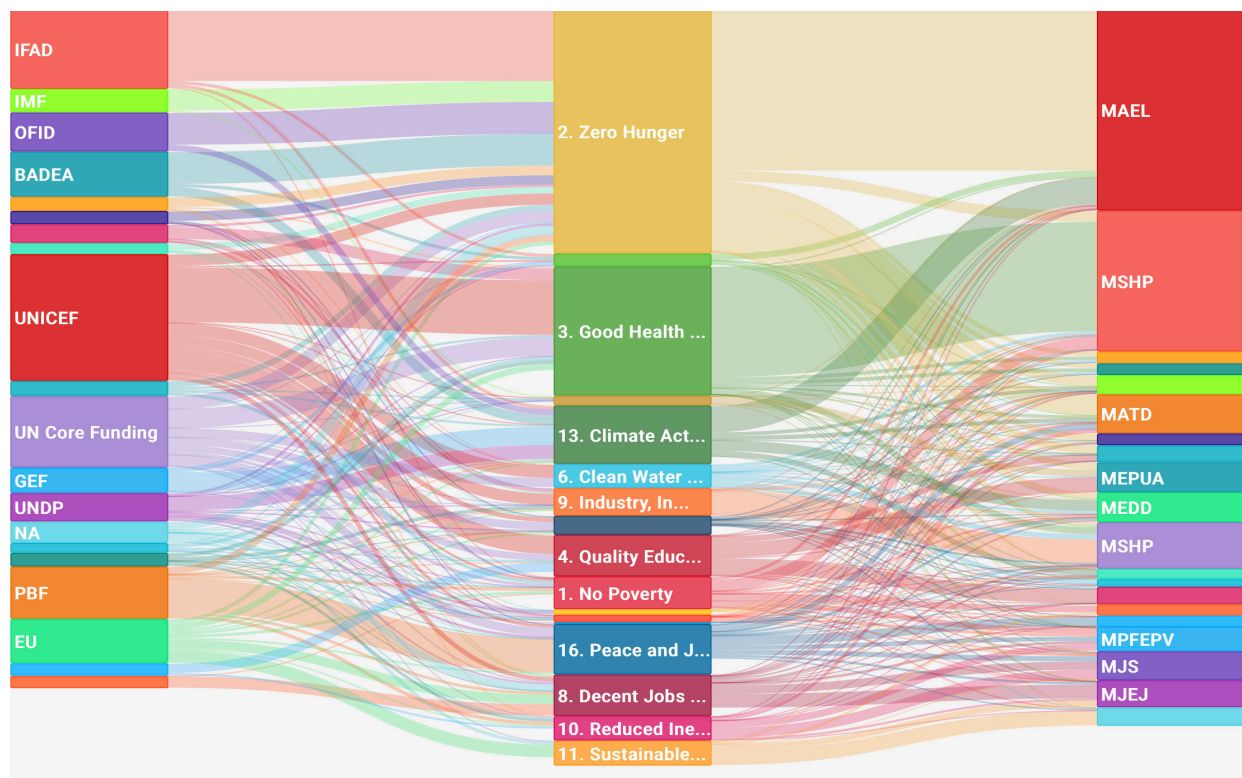
L'accompagnement technique des initiatives entrepreneuriales intégrant la dimension d'accès aux financements, améliore les chances de réussite et d'insertion socioéconomiques des jeunes, des migrants de retour, des femmes et des personnes handicapées.

2.6. APERÇU FINANCIER ET MOBILISATION DES RESSOURCES

2.6.1. Aperçu du flux financier

Graphique des flux financiers de quelques principaux donateurs vers les partenaires de mise

en œuvre que sont notamment les départements ministériels, autour des ODD



Capture : Partenaires financiers (à gauche), ODD (au centre) et partenaires de mise en œuvre (à droite)

Sur le plan financier, l'exécution du plan de travail 2022 laisse la place aux réflexions pour identifier les meilleures opportunités de mobilisation de ressources, les sources les plus innovantes dans le contexte de la transition en cours.

données transmises au Bureau du Coordinateur résident, a atteint 92 % sur les fonds disponibles (77 millions USD pour l'année 2022), pour des prévisions initiales de dépenses de 92 millions USD.

L'équipe pays des Nations Unies peut se réjouir du taux d'exécution des programmes, y compris la stratégie en appui à la transition, qui, selon les

Tableau des taux d'exécution budgétaire par effet du PNUAD

Effet	Budget	Dépenses
1	12 379 332 \$	8,076,196 \$
2	35 105 125 \$	20,870,884 \$
3	28 250 793 \$	28,845,718 \$
4	16 427 831 \$	13,185,890 \$
TOTAUX	92 163 081 \$	70 978 689 \$

2.6.2. Mobilisation des ressources et qualité des financements

Plusieurs partenaires financiers locaux et internationaux font confiance au SNU et reconnaissent ses capacités et son expertise à apporter l'aide au développement à la République de Guinée, même en situation d'urgences.

Pour l'année 2022, les ressources ayant servi à l'exécution des programmes autour des quatre

effets du PNUAD viennent principalement des fonds core/ressources propres attribuées par les sièges respectifs des agences, soutenus par le Fond de consolidation de la paix (PBF) des Nations Unies. Les PTF ci-après ont apporté des contributions importantes, à travers les différentes agences, fonds et programmes des Nations Unies en République de Guinée :

- L' Ambassade du Japon
- Le Fond des ODD (SDGs Fund),
- Le Fond commun de Réponse aux Urgences (CERF),
- La Fédération de Russie,
- L'USAID,
- La Chine,
- La Coré du sud (KOIKA),
- L' Union européenne (UE),
- La Banque Africaine de développement (BAD),
- La Banque Islamique de Développement (BID),
- La Fondation Master Card,
- Le groupe de la Banque Mondiale (WBG),
- Le Fonds Mondial pour l'Environnement (FEM),
- Le Fonds Mondial de lutte contre le SIDA,
- MUSKOKA,
- L' Alliance mondiale pour les Vaccins (GAVI),
- La Suisse, etc.





3 | PRIORITÉS DE L'ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES POUR L'ANNÉE 2023

L'Analyse commune de Pays (CCA), actualisé en 2022, prend en compte le contexte national, avec l'avènement de l'armée au pouvoir depuis le 05 septembre 2021, les derniers développements sur la transition et la fragilité de la sous-région, marquée par une montée de l'extrémisme violent.

Cette analyse actualisée a orienté la formulation d'un Cadre de Coopération (CF) de l'UNCT pour la période 2024-2028 autour de 5 priorités stratégiques totalement alignées aux 5 cinq piliers du Programme de référence intérimaire de la transition (PRI). En termes de changement au niveau de l'équipe, les consultations sont entamées entre le gouvernement et l'équipe pays, en vue de l'ouverture d'un bureau ONU-Femmes en Guinée, pour maximiser les interventions d'appui à cette catégorie qui concerne plus de la moitié de la population.

Parmi les priorités d'interventions de l'équipe pays en 2023 figurent, entre autres et par effet, les éléments ci-après :

Gouvernance et droits de l'homme

En 2023, parmi les perspectives, il s'agira de poursuivre l'appui à la mise en œuvre des interventions prioritaires du gouvernement à travers le Programme de référence intérimaire de la Transition (2022-2025), dans le domaine de la gouvernance, la promotion des opportunités de participations des femmes et des jeunes à la prise de décisions et au contrôle citoyens, et la poursuite de l'appui au système statistique national à travers le suivi des ODD.

Sécurité alimentaire et Environnement

En 2023, l'appui du SNU portera sur la production agricole et maraîchère des groupements de femmes et de jeunes, l'adaptation aux effets du changement climatique, la mise en place de système d'alerte précoce, l'accès aux énergies renouvelables.

Services sociaux de base

Dans le cadre du capital humain, l'appui conjoint se poursuivra sur la promotion de l'accès des populations les plus vulnérables aux soins de santé sexuelle et reproductive, la planification familiale, la prévention et la prise en charge de la transmission du VIH, la prévention et la prise en charge de la malnutrition, la prévention et la prise en charge des victimes de protection des violences et des droits de l'homme, l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement ainsi qu'une éducation inclusive, de qualité pour les enfants, la prévention et la prise en charge des cas de violences basés sur le genre.

Emplois et autonomisation des Jeunes (Hommes et Femmes)

En 2023, le SNU continuera la collaboration avec les ministères et la société civile pour l'employabilité et l'entrepreneuriat des jeunes femmes et hommes y compris les migrants, les personnes vivant avec un handicap, dans divers secteurs de l'économie grâce au renforcement de capacités et aux financements, y compris à travers des partenariats publics-privés.

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS AU GOUVERNEMENT

1. Garantir la durabilité des résultats acquis par les projets et programmes appuyés par le SNU, en poursuivant leur mise en œuvre sur les financements du BND ;
2. Soutenir les activités génératrices de revenus pour maintenir les bras valides en milieu rural afin de favoriser la production ;
3. Renforcer la décentralisation avec le transfert effectif des compétences et des ressources ;
4. Poursuivre la réforme du secteur de la sécurité conformément aux normes et principes des droits de l'homme ;
5. Profiter du RGPH-4 pour collecter des données sur des indicateurs des ODD afin d'actualiser les données de base pour les prochaines planifications stratégiques des partenaires techniques et financiers ;
6. Mettre en place le fonds national du développement de la statistique.



LISTE DES ACRONYMES

AGUIPE	Agence Guinéenne pour la Promotion de l'Emploi	MINUSMA	Mission des Nations Unies au Mali
AGR	Activités Génératrices de Revenus	MRU	Union du Fleuve Mano
ANAFIC	Agence Nationale Financement des Collectivités territoriales	ODD	Objectifs de Développement Durable
ANJE	Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant	OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
ANSS	Agence Nationale de Sécurité Sanitaire	OIT	Organisation Internationale du Travail
ASC	Agents de Santé Communautaire	OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ASCAD	Agence de Service Civique d'Action de Développement	ONG	Organisations Non Gouvernementales
ARV	Anti-Retro Viraux	ONUDC	Office des Nations Unies contre les Drogues et le Crime
ATPC	Assainissement Total Piloté par les Communautés	ONUFI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
BM	Banque Mondiale	ONU Femmes	Organisation des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des Femmes
BSD	Bureaux de Stratégies et de Développement	ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
BTS	Briques en Terre Stabilisée	OPA	Organisations Paysannes Agricoles
CAF	Centre d'Autonomisation des Femmes	OSC	Organisations de la Société Civile
CCA	Analyse Commune de Pays	PAD	Plans d'Aménagement Détaillés
CCC	Cadre de Concertation et de Coordination	PAI	Programme Annuels d'Investissement
CCDD	Cadre de Coopération pour le Développement Durable	PAM	Programme Alimentaire Mondial
CEDEAO	Commission Économique des États de l'Afrique de l'Ouest	PDI	Personnes déplacées interne
CEOMP	Centre d'Entraînement aux Opérations de Maintien de la Paix	PDL	Plans de Développement Locaux
CF	Cadre de Coopération entre la Guinée et les Nations Unies	PF	Planification Familiale
CNRD	Comité National du Rassemblement pour du Développement	PME	Petites et Moyennes Entreprises
CNT	Conseil National de Transition	PNUAD	Plan cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement
COC	Chargé de l'Organisation des Collectivités	PNDES	Plan National De Développement Économique et Social
COMEX	Comité Exécutif des Partenaires au Développement	PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement
CONASEG	Confédération Nationale des Acteurs du Secteur de l'Élevage en Guinée	PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
CTEP	Centre de Traitement Épidémiologique	PPP	Partenariat Public et Privé
COVID-19	Corona virus	PREFIP	Plan stratégique de Réforme des Finances Publiques
DCJ	Direction Communale de la Jeunesse	PTF	Partenaires Techniques et Financiers
DCO	Bureau de la Coordination du Développement	PTME	Prévention de la Transmission de la Mère à l'Enfant
DMR	Direction des Microréalisations	PVH	Personnes Vivant avec un Handicap
DNEJ	Direction Nationale de l'Emplois des Jeunes	RSE	Responsabilité Sociétale des Entreprises
DPJ	Direction Préfectorale de la Jeunesse	RECO	Relais Communautaires
FAPEL	Usine de Fabrication de Pompe à Eau	SERACCO	Service Régional d'Appui aux coopératives et aux Collectivités
FENU	Fonds d'Équipement des Nations Unies	SNU	Système des Nations Unies
FIDA	Fonds International de Développement Agricole	SONU	Soins Obstétricaux Natus d'Urgence
FMI	Fonds Monétaire International	SPD	Service Préfectoral de Développement
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population	SRAJ	Santé de la Reproduction de l'Adolescent et du Jeune
GAR	Gestion Axée sur les Résultats	SRMNA-N	Santé Reproductive, Maternelle, Néonatale, Infantile, et de l'Adolescent
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture	TB/VIH	Tuberculose et VIH
FDAL	Fin de défécation à l'Air Libre	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
FODEL	Fonds de Développement Local	UN Habitat	Programme des Nations Unies pour les Établissements Humains
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme	UNHAS	Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies aux Réfugiés	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
ITC	Centre du Commerce International	UNOPS	Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets
INS	Institut National de la Statistique	UNOWAS	Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel
INH	Institut National Hémodialyse	UNTFHS	Fonds d'affection spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine
IRAG	Institut de Recherche Agronomique de Guinée	UNV	Volontaires des Nations unies
ISAV/F	Institut Supérieur Agronomique et Vétérinaire de Faranah	VBG	Violences Basées sur le Genre
LCVD	Laboratoire Central de Diagnostic Vétérinaire		
LTA	Accords à Long Term avec les entreprises		
MAM	Malnutrition Aigüe Modéré		
MAS	Malnutrition Aigüe Sévère		
MGF	Mutilations Génitales Féminines		







UNITED NATIONS
GUINÉE



- 📍 Maison Commune des Nations Unies
Commune de Matam, Corniche Coeah, Lansébounyi
BP 222 Conakry, République de Guinée
- 🌐 <https://guinee.un.org>
- 🐦 @OnuGuinee
- 📘 @OnuGuinee